

DE CHACUN SELON
SES MOYENS
A CHACUN SELON
SES BESOINS

L'EMANCIPATION
DES TRAVAILLEURS
SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS
EUX-MEMES

LE COMBAT

SYNDICALISTE

C.N.T. A.I.T.

Si je travaille à m'appartenir, c'est pour me donner, et si je tiens à être fort, c'est pour me dévouer pleinement; ayant tout reçu des autres, je tiens à leur rendre tout.

Elisée RECLUS

4 MARS 1965
NUMERO 339
0,50 F. LE NUMERO
37^e ANNEE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

NOUVELLE SERIE

NOTRE CHOIX EST FIXÉ : Vive la Commune Libertaire !

LE RENEGAT

L'IDEE de créer la discorde, la zizanie et même l'opposition au sein d'un mouvement pour l'affaiblir, n'est pas nouvelle. De tout temps, il s'est trouvé des individus pour entrer dans le jeu, et le système capitaliste, fait pour la corruption à outrance, s'y prête admirablement bien.

La devise « diviser pour régner » est chère aux exploiters de tout acabit et ils ont toujours trouvé un exploité assez lâche ou assez inconscient pour servir la mauvaise cause, celle de son ennemi.

Aussi, le meurtre du leader noir américain, Malcolm X, assassiné par d'autres Noirs américains, nous a à peine surpris.

Le problème des Noirs pose de sérieuses difficultés aux Etats américains, du fait que ce groupe ethnique représente une force numérique avec laquelle les gouvernements sont obligés de composer.

Il est évident que tant que le Noir américain a subi passivement la ségrégation raciale dont il était l'objet, la masse moutonnaire pouvait aisément être contenue; même les non-violents restaient un danger mineur pour les institutions américaines. Mais quand une nouvelle conception de la lutte, l'action directe, s'est manifestée dans le camp des victimes de cette haine raciale, alors les oppresseurs ont dû employer les grands moyens et se sont livrés aux actes les plus barbares et les plus cruels.

Certains leaders noirs ont alors fait marche arrière et ont proposé une solution diplomatique, le principe du dialogue.

Malcolm X dénonce alors ce relâchement de la lutte et incite ses frères de race à ne pas cesser le combat tant qu'une solution ne sera pas apportée à leur situation défavorisée.

Les ségrégationnistes américains décident alors que Malcolm X subira le même sort que le président Kennedy, et le plus ignoble dans ce drame c'est que le criminel n'est pas seulement celui qui tue.

Les criminels, car ils sont plusieurs, ont armé la main d'un renégat noir pour tuer celui qui, précisément, lutait avec le plus de clarté et de courage pour l'instauration de l'égalité des races; ce sont donc ceux qui ont organisé le meurtre qui doivent être châtiés avec le plus de sévérité. Mais cela n'enlève rien à la culpabilité du tueur qui, bien qu'ayant agi par lâcheté, n'en constitue pas moins un fléau pour les courants révolutionnaires et progressistes.

En remontant l'histoire, nous retrouvons toujours ces tueurs à gage, comme on trouve des faux témoins quand il s'agit d'accabler ceux qui ont le malheur de ne pas penser comme tout le monde.

Les renégats ne sont, hélas !, pas seulement incarnés par ces meurtriers; l'imbécillité, la couardise et la cupidité qui les caractérisent se retrouvent encore trop souvent chez d'autres individus prêts, eux aussi, à trahir leurs camarades, de lutte ou de misère, à la première occasion.

C'est d'ailleurs leur existence au sein des mouvements ouvriers (que ceux-ci soient politiques ou syndicalistes) qui a le plus contribué à freiner l'émancipation des travailleurs et leur progression vers une société sans classes.

En cette période de préparation électorale, nous avons mille et une occasions de confirmer nos affirmations par des faits d'actualité.

Qu'il s'agisse de voter sur le plan syndical pour élire les représentants aux diverses commissions, ou sur le plan politique pour les conseillers municipaux, tous rivalisent de promesses les uns plus belles que les autres. On nous demande de voter pour l'unité, pour le syndicalisme libre, pour le progrès social, la liberté, de meilleures retraites, des garanties de pouvoir d'achat décent et tant d'autres belles choses; mais que restera-t-il après les multiples élections qui vont avoir lieu ?... Des renégats qui, ayant atteint leur but, ne respectent plus ni la liberté syndicale, ni le progrès social, ni les vieux travailleurs, ni la liberté tout court; aussi, nous ne nous arrêterons pas à leur manœuvre.

La Commune Libre

Dans la société actuelle, le conseil municipal, même animé des intentions les plus pures, est réduit à l'impuissance, contraint de se soumettre à la magistralité autoritaire et capitaliste de l'Etat, placé sous la surveillance du ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire des préfets. Il ne reste donc aux conseils municipaux qu'à vouloir rester libres que deux solutions : se démettre et démissionner ou se mettre hors la loi, au risque d'être dissous par les préfets et d'entrer en conflit avec l'Etat.

Dans l'un ou l'autre cas rien ne pourra être fait pendant la durée du mandat.

L'argument, présenté par les marxistes et par certaines tendances ouvrières dites progressistes ou « révolutionnaires », qui consiste à compter les forces en présence ou à développer la propagande, ne tient compte ni de la réalité sociale, ni de la vérité historique. Ceux qui se laissent prendre dans l'engrenage du vote finissent fatalement par rechercher le plus grand nombre de voix municipales, même animé des intentions les plus pures, est réduit à l'impuissance, contraint de se soumettre à la magistralité autoritaire et capitaliste de l'Etat, placé sous la surveillance du ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire des préfets. Il ne reste donc aux conseils municipaux qu'à vouloir rester libres que deux solutions : se démettre et démissionner ou se mettre hors la loi, au risque d'être dissous par les préfets et d'entrer en conflit avec l'Etat.

LES ETUDIANTS ESPAGNOLS SECOUENT LE JOUG DU FRANQUISME

Environ deux mille étudiants de l'Université de Madrid ont voté en faveur d'une grève sur le tas, pour protester contre les mesures policières prises contre leurs camarades de la faculté de philosophie et lettres.

La police a usé de lances d'incendie et de matraques pour disperser les étudiants de cette faculté, qui réclamaient le droit d'élire leurs dirigeants syndicaux, jusqu'à présent nommés par les autorités. L'agitation persiste encore.

L'imposture politique

La crise économique actuelle, dont les travailleurs les plus humbles sont les premiers à souffrir, n'est que l'un des premiers effets de la politique capitaliste, amorcée au début du siècle, qui tend à concentrer autorité et profits aux mains de quelques-uns pendant que la masse des travailleurs a juste de quoi subsister.

En effet, il ne s'agit pas, pour le capitalisme, de satisfaire les besoins, quels qu'ils soient, ou la demande absolue, mais uniquement la demande effective, c'est-à-dire ceux qui ont

une puissance d'achat. Il s'agit de produire pour exploiter les besoins et non pour les satisfaire. Mais le capitalisme contient en lui-même sa propre négation puisque la puissance d'achat est fonction de la masse des salaires qui viennent en déduction des profits. Aussi pour sortir de cette contradiction, les Etats se jettent-ils avec joie dans la construction militaire. Mais cela ne suffit pas. La production militaire doit être écoulée et nous assistons à une suite de conflits localisés dont les événements du Viet-Nam ne sont qu'un exemple entre d'autres. Ainsi, pour sauvegarder leurs privilèges, la finance et l'industrie mondiales, dont les gouvernements ne sont que les valets, n'hésitent pas à créer des carnages et à préparer un conflit généralisé.

Les politiciens se font les complices de cet état de choses, sachant bien qu'il est nécessaire à la continuation du profit capitaliste dont ils veulent avoir leur part. La trahison, la corruption, la bassesse sont d'ailleurs les caractéristiques du monde dans lequel ils évoluent quelles que soient, par ailleurs, leurs origines.

Aussi les élections de toutes sortes ne sont-elles qu'une vaste fumisterie. La preuve en est que les statistiques officielles se gardent bien de faire état du nombre d'abstentions. Ainsi les résultats ne reflètent-ils pas l'état d'esprit de la nation tout entière, mais seulement l'aboutissement des intrigues électorales. Il faut donc obliger l'Etat à avouer, devant les faits, qu'il ne représente rien d'autre qu'une coterie de privilégiés, mais en aucun cas, la volonté du peuple.

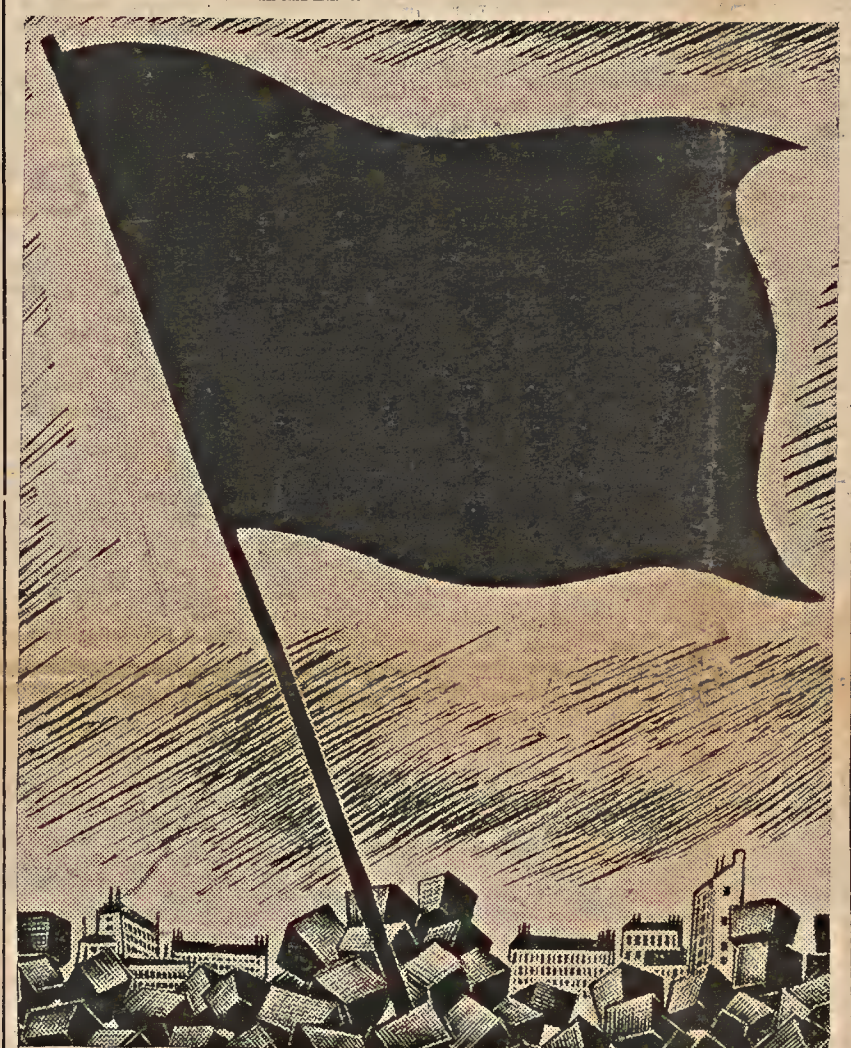
NE VOTEZ PAS

« Il est évident que dans la société actuelle, divisée en maîtres et serfs, la vraie liberté ne peut exister; elle ne le pourra pas tant qu'il y aura exploités et esclaves, gouvernants et gouvernés. »

« Il est temps de comprendre que ce n'est pas aux lois constitutionnelles qu'il faut demander nos droits. Ce n'est pas dans une loi, dans un morceau de papier qui peut être déchiré à la moindre fantaisie des gouvernants, que nous irons chercher la sauvegarde de ces droits naturels. C'est seulement en nous constituant comme force, capable d'imposer notre volonté, que nous parviendrons à faire respecter nos droits. »

« Soyons une force organisée, capable de montrer les dents chaque fois que n'importe qui s'avise de restreindre notre droit. Le jour où nous aurons su établir assez d'entente entre les exploités pour imposer la véritable révolution sociale et prendre la défense de nos droits, personne n'osera nous disputer ces droits. Alors, mais seulement alors, nous aurons acquis ces droits, que nous pourrions vainement mendier pendant des dizaines d'années auprès des politiciens; alors ces droits nous seront garantis d'une manière autrement sûre que si on les inscrivait de nouveau sur des chiffons de papier. »

« Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. »



A bas le désordre

Vive l'Anarchie

Ne votez pas

L'heure des élections approche. Le moment se révèle capital pour ces messieurs les candidats, aussi fût-ils des pieds et des mains pour s'attirer la sympathie de ce « bon peuple ».

Tous les moyens sont bons.

Toutes les ruses, toutes les flatteries. L'ère des promesses continues. Les électeurs savent pertinemment — du moins prétendent-ils le savoir — qu'on se paye leur tête d'un bout de l'année à l'autre, mais ils continuent avec une obstination navrante à se laisser prendre bêtement, tout en ayant l'air de ne pas se laisser prendre.

C'est une tradition, une mauvaise habitude qu'on a du mal à perdre. Si nous disons : NE VOTEZ PAS, c'est que nous pensons, nous avons toujours pensé, que le jeu électoral contribue à fausser le sens de la lutte ouvrière, facilite l'escroquerie étatique, et fait oublier aux travailleurs les problèmes essentiels de la lutte sociale.

En proclamant que NOUS NE VOTONS PAS nous manifestons donc notre volonté d'action et notre méthode de combat positive.

Faute de pouvoir donner au peuple de quoi satisfaire ses besoins les plus élémentaires (logements, moyens d'existence, vie plus saine, travail plus humain, etc.), l'Etat lui offre des bulletins de vote.

Les princes qui nous gouvernent, impuissants à endiguer la faille inéluctable de l'Etat, espèrent ainsi calmer les impatiences et mettre fin au grondement sourd des miséreux que les états-majors syndicaux n'arrivent pas à réduire au silence, malgré les graves bidons orchestrés par le gouvernement et les politiciens de leur opposition.

Mais l'escroquerie du bulletin de vote ne résoudra rien. Le grondement sourd finira par devenir un cri de révolte.

Avec les anarchistes, NE VOTEZ PAS.



qu'au Chicago d'Al Capone. Le gang Capone étant remplacé ici par l'U.N.R. et les autres par le ramassis de politiciens qui, des communistes aux indépendants, n'admettent pas que l'U.N.R. ait le monopole des pots-de-vin.

Il n'est donc pas possible à un homme sensé de considérer le conseil municipal actuel, issu de l'Etat et du capital, comme un élément capable d'associer les efforts et les volontés pour le bien-être et la liberté de tous les habitants.

Si nous ne votons pas, le domaine de la commune ne nous est pas indifférent. Les initiatives anarchistes doivent devenir le centre de la résistance à l'oppression de l'Etat et ouvrir la voie à la commune libre que sera la Commune Anarchiste.

La Commune Libre et Anarchiste n'est pas une utopie, elle s'est déjà réalisée en Espagne pendant la révolution.

Les utopistes sont ceux qui, adversaires de l'anarchisme, veulent encore solutionner le problème social par le moyen de l'Etat démocratique, dictatorial ou socialiste ! qui, pourtant, depuis des années et des années est la preuve de l'impuissance, de l'iniquité et du désordre.

La seule solution, c'est l'ANARCHISME par lequel s'épanouira le bien-être et la liberté dans la COMMUNE LIBRE.

NE VOTEZ PAS.

Raymond BEAULATON

LE 11 AVRIL 1965

C'est une date à retenir dès aujourd'hui par tous ceux qui, dans la région parisienne où les départements limitrophes, luttent, sous quelque forme que ce soit, pour l'émancipation des travailleurs et la liberté des peuples.

Cette journée sera marquée par deux grands actes que vous vous efforcerez, tous, nous n'en doutons pas, de rendre retentissants, et démontrer, s'il en était encore besoin, que notre combat pour un monde meilleur n'est pas un mythe.

Fidèles au rendez-vous que nous nous donnons tous les ans, à pareille époque au Palais de la Mutualité (métro Maubert-Mutualité), à Paris, nous devons tous faire en sorte que notre affirmation anarcho-syndicaliste ait encore plus de rayonnement que les années précédentes.

Nous vous donnerons prochainement des précisions sur le programme de cette journée où de nombreux camarades et amis apporteront leur concours fraternel et désintéressé; aussi nous vous le répétons : retenez cette date sans faute.

Le comité organisateur.

Elections municipales

On nous a souvent reproché de faire le jeu de l'adversaire en nous abstenant de voter.

Les partis politiques dits de gauche n'ont pas manqué, à maintes reprises, d'essayer de convaincre les travailleurs que le syndicalisme ne pouvait être un moyen d'améliorer leur existence que dans la mesure où il serait épaulé par un parti « ouvrier ».

En outre, les élections municipales revêtent toujours un caractère visiblement différent de celui des législatures et des présidentielles; on connaît les candidats et c'est en fonction du comportement de l'homme plutôt que de l'étiquette qu'il porte, que le choix se fait.

Néanmoins, trop de divergences existent entre le rôle du conseil municipal actuel et nos conceptions anarcho-syndicalistes de la commune fédéraliste.

En premier lieu, la politique, telle qu'elle est pratiquée de nos jours, ne devrait pas intervenir dans les élections municipales. Il n'est ni besoin d'hommes de droite ou de gauche pour gérer équitablement les ressources de la localité. Le problème majeur d'une communauté étant de réduire au minimum les difficultés de chacun et d'intensifier constamment la prospérité collective, les responsables, ou conseillers municipaux, ne peuvent être choisis qu'en tenant compte de leur conscience morale déjà éprouvée.

L'électeur doit avoir toute faculté pour solliciter lui-même les candidats; restant bien entendu que ceux-ci ne doivent toucher aucune rétribution spéciale pour cette fonction et peuvent être révoqués à tout moment si leur comportement ne donne pas satisfaction à la majorité, au moins, de la population.

Les conseillers, travaillant sur des dossiers déposés par la base, le cabotage des politiciens ne peut en aucun cas être admis dans leurs réunions ou conseils. Leur tâche, axée sur des principes fédéralistes, est d'œuvrer pour le progrès de la cité et aussi pour celui de toute l'humanité.

Les besoins de la population, les moyens de production, la recherche ou l'entretien des sources d'énergie sont des problèmes à figurer en permanence à l'ordre du jour des assemblées; ainsi le programme de consommation des réserves pourra répondre aux nécessités, en cas de catastrophe, avec entière satisfaction.

Il est évident qu'une répartition équitable supprime automatiquement tous les « pots-de-vin » qui se distribuent actuellement à tous les échelons, et qui sont à l'origine de la mentalité sordide des arrivistes qu'aucun scrupule n'arrête pour arriver les premiers.

Bien sûr, c'est là une société bien différente de l'actuelle que nous présentons. Il faut déjà détruire le « droit de propriété » et confier la gestion de la production aux travailleurs eux-mêmes, groupés au sein du véritable syndicalisme.

Point de permanents qui finissent tous par acquiescer l'esprit « fonctionnaire », mais des responsables renouvelés par roulement, afin de bien faire comprendre à la base que chacun doit être utile à la communauté mais que nul n'est indispensable.

La vie de la commune ne peut s'épanouir sans une cohésion effective de toutes les bonnes volontés et l'harmonisation d'un même idéal fait de loyauté et d'amour du prochain.

Alors, le choix des responsables ou conseillers se ferait dans l'allégresse et la joie et nous serions les premiers à nous y associer.

Y. M. BIGET

Politiciens et révolution

Au moment où les politiciens de toutes tendances font des pieds et des mains pour collecter les voix des travailleurs en vue des prochaines élections, communales puis, un peu plus tard, présidentielles, il convient de dénoncer bien haut la conception « politique » de l'émancipation des classes laborieuses.

Par définition, par sa structure et par son essence même, un parti politique, quel qu'il soit et même s'il se réclame de la classe ouvrière, ne saurait réaliser la révolution sociale.

Formé de partisans dont le nombre est relativement restreint, il ne saurait représenter l'intérêt général et véritable des travailleurs. L'Histoire a prouvé abondamment que le parti politique utilise, en période révolutionnaire, le pouvoir destructif des masses et rien que cela. En un mot, il attend tout simplement que les véritables révolutionnaires aient tiré les marrons du feu puis il s'installe en représentant de la volonté populaire, fixe des limites à la révolution, déclare l'insurrection terminée, installe sa bureaucratie et sa police et n'hésite pas, après avoir désarmé le peuple, à assassiner sauvagement et systématiquement tous ceux qui veulent pousser les conquêtes révolutionnaires jusqu'au bout.

Le parti politique est « réactionnaire » par essence et ne peut être que réactionnaire puisque son but est la conquête du pouvoir et que le nouveau Etat qu'il instaure devra, pour sauvegarder son existence et ses privilèges récemment acquis, asservir les masses et s'opposer à tout mouvement de la base.

Là où les travailleurs ont pris en main leur propre destinée et ont refusé de reconnaître quelque limite que ce soit aux conquêtes révolutionnaires, le fédéralisme a pu, malgré la nécessité de défendre, les armes à la main, la communauté naissante, faire ses preuves et montrer que l'initiative des ouvriers, paysans et partisans révolutionnaires n'a besoin de nul gouvernement pour cons-

truire, sur les bases de l'égalité économique et de la liberté totale, un monde nouveau dont les exemples, que nous ne devons pas perdre de vue, pour les enseignements qu'ils nous apportent, demeurent l'Ukraine de la révolution russe et les réalisations communistes libertaires en Espagne. Dans les deux cas, la nécessité de défendre à chaque instant ces réalisations contre la réaction bourgeoise ou communiste autoritaire n'a guère laissé de répit aux constructeurs.

Aussi ne pourrions-nous édifier la société nouvelle qu'après avoir repoussé bien loin tous ceux qui visent à instaurer une quelconque dictature, fût-ce celle du prolétariat.

« Le paysan n'a pas besoin des commissaires pour comprendre qu'il faut donner du pain à la ville; et l'ouvrier, à son tour, s'efforcera lui-même de fournir au paysan tout ce dont celui-ci a besoin pour son travail. »

SEVY

Travailleurs

On vous demandera bientôt de désigner vos élus.

ON VOUS TROMPE UNE NOUVELLE FOIS.

Le système parlementaire a fait ses preuves. Depuis longtemps déjà vous avez pu constater quelle comédie infâme on vous convie à jouer lorsqu'on vous appelle aux urnes et comment, sitôt élus et confortablement installés dans leurs nouvelles fonctions, ceux qui vous promettaient monts et merveilles pour gagner votre confiance et obtenir vos voix s'empressent de se ranger du côté des privilégiés, la classe à laquelle leur soif de pouvoir les a toujours rattachés et, loin de défendre vos intérêts, comment ils deviennent vos ennemis en devenant les valets des dirigeants.

Regardez autour de vous. Toutes les améliorations, d'ordre local ou national, tendent à apporter plus de bien-être encore à ceux qui vivent dans le confort sur le dos des travailleurs; les quartiers riches s'embellissent et se modernisent sans cesse, tandis qu'on vous enfasse, comme du vulgaire bétail, dans des cages à lapins. Il en est de même pour tous les domaines de la vie publique.

Ce ne sont pas les combinaisons politiques qui pourront amener quoi que ce soit à ceux qu'on trompe depuis toujours. C'est seulement en se constituant comme force de libération, opposée à la force d'oppression, du capital, que le monde du travail peut espérer son émancipation réelle.

Il n'y a que deux classes : celle des EXPLOITEURS et celle des EX-PLÔTES et les politiciens de tout poil, qu'ils se réclament de la droite ou de la gauche, de la démocratie ou du communisme, n'ont qu'un but : se hausser au pouvoir sur le dos des ouvriers qui leur font confiance, et avoir leur part du gâteau, partager, avec les financiers, les industriels, les hauts fonctionnaires, etc., l'odeur du profit de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aussi les opprimés doivent-ils, rejeter tous les mythes et, en premier lieu, le mythe politique et prendre conscience que leur émancipation ne peut être que leur œuvre propre.

A BAS LES POLITICIENS.

NE VOTEZ PAS.

Avec les syndicalistes révolutionnaires, manifestez, par une abstention massive, votre volonté de prendre en main votre propre sort et d'obtenir en premier lieu, par l'action directe, l'égalité économique, la suppression du salariat et du profit, l'organisation rationnelle de la production et de la distribution.

L'ABSTENTION, C'EST LE DEBUT DE LA REVOLUTION.

Le syndicalisme révolutionnaire, dans ses projets constructifs, s'était souvent cantonné dans cette formule lapidaire : « Le syndicalisme suffit à tout. »

Or, le syndicalisme, par toutes ses articulations est (ou sera) l'expression directe d'une production collectivisée. Son problème, le terrain sur lequel (avant, pendant et après la révolution) il évolue et construira, est d'orienter la production de telle façon que les travailleurs deviennent les artisans d'un plan de consommation et d'usage dont ils seront (avec tous les consommateurs) les heureux bénéficiaires et les coarchitectes.

Le syndicat, par ses principes, ses buts, ses moyens et son expérience éprouvée, représente donc l'articulation économique la plus efficiente pour assurer aux productions un développement harmonieux.

Aujourd'hui, son rôle est de contestation. Il est une arme défensive des travailleurs, mais on ne saurait lui contester qu'il est le seul organisme détenant des qualités construc-

tives indispensables au triomphe d'une économie égalitaire dans une révolution sociale victorieuse.

Cette capacité d'organisation de la production ne l'habille pas à promouvoir ou à organiser la distribution des choses; la dilution de ses efforts et initiatives sur les deux services sociaux de la vie se traduit par une orientation progressive vers un pouvoir réel. Un plan de production qui ne traduirait que les désirs et les commodités professionnelles des travailleurs actifs se heurterait rapidement aux nécessités et aux orientations de la consommation. L'atelier, l'usine, l'exploitation industrielle ou paysanne, l'Université, toutes ces activités ne prennent un sens social que si elles sont l'expression définie et globale d'un plan de consommation et d'usage, conçu de la base au sommet de l'édifice économique par des conseils ou des unions réunissant les deux grands services économiques assurant l'égalité de jouissance pour tous les membres de la Communauté : les syndicats de production.

les coopératives de distribution. La vie demande la fédération à tous les stades de la production et de la distribution.

Alors que la production n'appellera à ses labours qu'un nombre limité de travailleurs actifs, comment envisager que le syndicalisme de production puisse suffire à organiser en même temps une distribution qui intéresse tous les individus de la communauté ?

Une telle tentative aboutirait à placer la communauté, par le jeu d'une autorité de fait, sous une dictature qui, pour n'être pas explicite, n'en serait pas moins réelle.

Et si la Fédération des coopératives entendait elle-même placer la production à sa libre disposition elle deviendrait bientôt un Etat grandissant.

Un Etat, un parti, un groupe est d'autant plus fort que l'équipe qui l'incarne n'a de compte, ou ne croit avoir de compte, à rendre à personne. Moins on partage des prérogatives avec des tiers plus on exerce d'autorité et d'arbitrage.

L'égalité et la liberté naîtront du

fruit de l'action parallèle, conjuguée et concertée des deux grands services de la vie : production et distribution.

C'est grâce à ce fédéralisme économique réunissant dans une assemblée ou un conseil les délégués de la production et ceux de la distribution (coopératives) que pourra être élaboré un plan de production et de consommation tenant compte des possibilités productrices pour orienter la satisfaction des besoins.

Le syndicat des producteurs ne sera pas tout, mais il deviendra, en tenant toute sa place, un des deux facteurs essentiels de l'activité sociale, l'autre étant la ligue des consommateurs assurant la distribution et la jouissance des choses et des services, ces deux services se complétant l'un par l'autre.

Le moteur de l'activité n'étant plus le profit, mais l'appétit de consommation et d'usage, ce dernier sera limité par l'humaine réglementation des tâches et leur limitation par les syndicats.

Ainsi, délégations syndicalo-coopé-

ratives à tous les échelons : conseil communal, cantonal, régional, national, mondial. Cette division des tâches et des responsabilités, cette association en vue de la satisfaction des besoins, c'est la garantie pour chacun et pour tous qu'aucun groupe ne saurait, par une centralisation des décisions à prendre, devenir un foyer d'ambitions politiques.

Il ne suffit pas de vouloir abolir l'Etat, le gouvernement des gens, il faut, vulgariser, organiser et construire de telle façon que l'administration des choses ne contienne aucun levain politique.

Et puis, le m'adresse à mes camarades militants : Nous ne nous battons par pour ériger la dictature d'une classe sur une autre, mais pour les abolir toutes deux. Le problème est d'abolir le capitalisme, d'empêcher toute résurrection étatique en ouvrant à tous la possibilité de participer à la construction d'un nouveau monde. Il s'agit d'assimiler les bourgeois et les réfractaires en les faisant participer à une administration générale et directe qui ne laissera la porte ouverte à aucune ambition financière.

Alors, vaincus dans le combat, assimilés par l'activité économique et travaillant côte à côte avec nous sans souffrir d'une discrimination qui serait absurde, les bourgeois qui n'auront pas voulu fuir le service social se rallieront peu à peu à notre devise communautaire : « De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins. »

N'attendons pas sans agir ! Vulgarisons sans cesse et sans répit : ouvrons les esprits à l'éloquence des faits.

G. B.

Le Gerant responsable
J. SORIANO
Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevrel
Choisy-le-Roi (Seine)

A la CONQUETE du MONDE

Nous sommes en 1965. Trois grands mouvements, trois forces aux tentatives innombrables s'efforcent d'accaparer la domination idéologique, politique, spirituelle et financière du monde : le bolchevisme, l'empire du dollar et la religion catholique.

Leurs buts concurrentiels les opposent, car chacune de ces forces poursuit la soumission des esprits en les aveuglant par le prestige du mensonge politique, ou par les radiations du dollar, ou par les splendeurs spectaculaires des métaphysiques et mensonges religieux.

Le bolchevisme est, à n'en pas douter (quel que soit son aspect particulier ici ou là), un mouvement mondial intellectuel, psychique et politique qui, sur les bases d'un catéchisme dogmatique, a réussi à répandre une idéologie politique d'une assimilation si facile par les instincts brutaux des masses qu'elle ne leur demande qu'une adhésion religieuse et une aliénation totale à une hiérarchie sans scrupules.

Quand, dans le monde, des millions d'adeptes idolâtraient Staline après avoir déifié Lénine, on s'étonnait de leur crédulité ! Depuis, le bolchevisme ayant porté le mensonge politique à sa plus haute expression, on s'étonne moins de les voir partager aujourd'hui le mépris antistalinien de celui qui le servit le plus basement qu'il put !

Les adeptes connaissent toujours la même inculture et le même fanatisme, la même croyance en Moscou. Ils ont été à ce point décebralisés, que, comme tous les croyants de n'importe quelle religion, ils en acceptent les métamorphoses sans les discuter.

Comment voudriez-vous que les dictateurs bolchevistes ne ressentent point le besoin d'un rapprochement avec les Eglises alors que leur prosélytisme procède d'un même psychisme religieux ?

Quand les Chinois fêtent l'anniversaire de la fondation de leur Etat, nous les voyons défilant devant le dieu Mao, portant sur un char sa statue haute de dix mètres ! Ils défilent par centaines de mille devant leur Dieu. Avec la personnalité ils ont perdu toute dignité.

Et quand ce bonze de la religion bolcheviste s'efforce de rallier à son prestige, à son autorité, à sa dictature les forces bolchevistes répandues dans le monde, nous l'entendons déclarer que Moscou étouffe l'essor idéologique et intellectuel du communisme mondial dont il se prétend — Lui — le seul grand prêtre, le seul représentant valable !

On croit revivre la Réforme, les schismes religieux qui affectèrent le christianisme. A des siècles de distance, avec des distorsions variables, mais toujours aussi profondes, nous percevons que l'homme, en dépit de

son génie scientifique, est resté ce primitif qui ne pouvait vivre sans totems et sans tabous.

Le mysticisme politique semble s'accroître dans la mesure où les religions s'efforcent d'abandonner leur rigueur dogmatique pour ne pas devenir les victimes expiatoires du progrès scientifique.

L'enjeu, pour toutes ces religions spirituelles, politiques ou financières, c'est toujours la conquête du monde, la soumission de l'homme aux hiérarchies parasitaires.

En dépit de ses hérésies, cultivant le mysticisme des masses frustrées par l'exploitation capitaliste, le bolchevisme étend sur le monde son impérialisme idéologique, luttant avec habileté et avantage contre le formidable pouvoir financier américain qui tente et réussit à coloniser les peuples sous l'étendard mystique de la religion du dollar.

Les Etats-Unis sont le pays de l'abondance. Ils drainent les matières premières dans les pays sous-développés qui ne peuvent les transformer, et s'ils ne les transforment pas sur place en distribuant des salaires de famine, ils réexportent les produits fabriqués à des prix élevés. C'est ainsi qu'on évalue à 70 milliards de dollars les dividendes distribués en provenance de l'exploitation des richesses de l'Amérique du Sud.

Le plan financier est simple : s'introduire dans le monde entier, infiltrer des capitaux dans toutes les sociétés industrielles, construire des usines et produire ainsi, grâce à une main-d'œuvre non marchée, à des prix de revient assez bas pour laisser des profits importants.

Les industries américaines contrôlent, plus ou moins, plus de 800 entreprises en France, au moins 900 en Allemagne. Elles fournissent 20 milliards de dollars d'armements aux pays sous-développés entre lesquels elles entretiennent des discords susceptibles pour alimenter ce genre de fabrication.

Plus de 20.000 hommes, préparés dans des universités spéciales, sont envoyés dans les pays sous-développés pour initier les indigènes aux diverses professions modernes. Ce prêt de moniteurs s'accompagne de prêts de dollars qui permettent la main-d'œuvre des matières premières et sur l'évolution politique de ces pays.

Les indigènes les mieux doués sont appelés dans les universités américaines pour y acquérir non seulement des connaissances scientifiques utiles, mais aussi et surtout, pour devenir dans leurs pays d'origine les agents zélés du capitalisme américain.

Au concours agricole de Bordeaux, Fisanis déclarait :

« Le désir des riches managers américains de fonder des succursales en Allemagne (il oublie qu'il en est de même en France) et d'y prendre des participations pourrait à la longue susciter un certain malaise dans notre pays si d'aucuns tentaient d'exercer une influence massive et unilatérale sur des groupes ou des sociétés dont le contrôle par des étrangers semble incompatible avec notre prestige politique. »

Eh oui ! Pendant que Johnson déclare « la guerre à la misère dans son pays », tout en la provoquant en Asie et en Afrique; alors que cet Etat se déclare le flambeau de la liberté tout en s'efforçant de continuer son métier de négrier et de favoriser dans le monde la montée au pouvoir politique de gouvernements dis-

posés à satisfaire les appétits du dollar, fussent-ils fascistes, nous voyons cet empire puissant s'efforcer d'étouffer dans le monde l'orientation des travailleurs vers des socialismes libérateurs.

Si, comme le disait Kennedy, « 10 millions de personnes ne mangent pas à leur faim » au pays de l'abondance, une information prodigieuse s'échappe des presses d'impérialisme et répand sur notre monde le dogme de « la richesse universelle par l'apreté des concurrences ».

Or, la « Paix de la Terreur », la

recherche des dividendes par l'exploitation des taibles, la folie des armements malgré les profits qui en résultent, une éducation exclusivement tournée vers l'efficacité monétaire et la soumission des consciences aux disciplines commerciales, tout cela représente le brigandage capitaliste élevé à sa plus haute puissance :

« Ou le dollar est dieu la liberté n'est qu'un mythe au service du colonialisme financier, lequel est le signe avant-coureur de l'effondrement capitaliste. »

B. G.

Ce qu'est le syndicalisme

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier; il affirme que cette conquête en vue de réaliser l'émancipation du travail sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par le travailleur.

A la confiance dans le Dieu du prêtre, à la confiance dans le Pouvoir des politiciens inculqués au prolétaire moderne, le syndicalisme substitue la confiance en soi, à l'action étiquetée tutélaire de Dieu et du Pouvoir il substitue l'action directe — orientée dans le sens d'une révolution sociale — des intéressés, c'est-à-dire des salariés.

Par conséquent, le syndicalisme proclame le devoir pour l'ouvrier d'agir lui-même, de lutter lui-même, de combattre lui-même, seules conditions susceptibles de lui permettre de réaliser sa totale libération. De même que le paysan ne récolte le grain qu'au prix de son travail fait de luttes personnelles, le prolétaire ne jouira de droits qu'au prix de son travail fait d'efforts personnels.

Comme on voit, le syndicalisme s'oppose à l'idée de Dieu et à la valeur libératrice du Pouvoir. Au premier il nie toute raison d'être, car l'Etre suprême ne pourrait être que le pivot et le moteur des actions humaines, l'homme n'étant plus qu'une machine incapable de penser, et de créer, au second le syndicalisme nie la possibilité réformatrice que le Pouvoir attribue, qui en ferait le facteur essentiel du progrès humain et grâce à laquelle il serait à même de donner au Peuple qu'il veut guider et conduire tout le bonheur terrestre. De ce bonheur, le Pouvoir n'en peut disposer, car il ne lui appartient pas de le distribuer et de le répandre; il est au-dessus de lui. Le bonheur se réalise et se conquiert, il ne se donne pas.

Au nom du Dieu des hommes et de l'Eglise le prêtre dit au travailleur que le bonheur n'est pas de ce monde, que le bonheur est dans l'Etat, le politicien dit à l'ouvrier que seul le Pouvoir peut lui donner une part de bonheur; l'un et l'autre font donc du prolétaire la source du travail moyennant une rétribution dans l'autre monde, dit le prêtre, moyennant une protection bienveillante donnée et garantie par la loi, dit le politicien. Le salarié pour eux est l'être infériorisé incapable de discerner et auquel Dieu et la Loi servent de tuteur et de mentor.

Ainsi, l'un et l'autre essaient de justifier une autorité et un pouvoir usurpés pour maintenir l'ouvrier dans une situation inférieure.

Mais le syndicalisme repousse tout mysticisme et toute intervention sur-naturelle, tout abandon du salarié s'en remettant à ses gouvernants du soin de réaliser sa part de bonheur, il ne repousse pas les travailleurs imbus d'idées religieuses, ou confiants dans la valeur réformatrice des dirigeants.

S'il les repoussait, il serait la confusion de facteurs différents : mouvement, action d'une part, classe ouvrière d'autre part. Le syndicalisme, répétons-le, est le mouvement, l'action de la classe ouvrière; il n'est pas la classe ouvrière elle-même. C'est-à-dire que le producteur, en s'organisant avec des producteurs comme lui en vue de lutter contre un ennemi commun : le patronat, en combattant par le syndicat et dans le syndicat pour la conquête d'améliorations, crée l'action et forme le mouvement ouvrier.

De sorte que le travailleur, serviteur volontaire de la religion ou de l'Etat, poussé par ses intérêts essentiels et directs, entrant en opposition avec son exploiteur afin d'obtenir des avantages et des garanties, est invinciblement amené à produire une ac-

tion dont l'esprit, les manifestations sont d'un ordre tel qu'il éloigne de lui toute idée de surnaturel et toute confiance dans l'intervention des dirigeants.

Si le syndicalisme n'imposait pas à l'ouvrier de telles conséquences il ne serait plus le mouvement de la classe ouvrière aboutissant à son émancipation, il ne serait qu'une partie de ce mouvement, il coopérerait à une lessonne sous l'inspiration et sous l'égide ou de la puissance divine comme le proclame Le Sillon, ou des partis politiques comme le proclame le Parti socialiste, ou de gouvernement comme le proclament les politiciens de tous les partis, également avides du pouvoir à l'effet de gouverner et de diriger la classe ouvrière.

LE PARTI SOCIALISTE. — Le Parti socialiste réclame la paternité de l'action syndicale, alors qu'il n'en est que le fils; on serait en droit de dire qu'il en fut le failliteur. S'il réclame cette paternité, c'est en vue de l'inspiration et de la diriger; s'il contribue parfois à son développement c'est pour des fins à lui.

L'action syndicale pour le Parti socialiste devrait être la semence qui ferait pousser : adhérents et électeurs sans lesquels il ne peut exister; le syndicalisme devrait être le recruteur de forces que son effort personnel est impuissant à lui procurer. Le mouvement ouvrier est le mineur, l'adolescent, le Parti est le majeur, l'adulte, celui-ci aurait pour rôle d'apprendre au syndicalisme à se mouvoir, guidant ses pas, surveillant, protégeant sa marche. C'est à ses yeux le travailleur inhabile, inexpérimenté, incapable, ne pouvant parvenir à donner à ses luttes la portée nécessaire que par une mise en valeur, en relief que seul le Parti peut lui assurer et lui garantir.

Le syndicat est l'organe qui balbutie les aspirations des ouvriers, c'est le Parti qui les formule, les traduit et les défend. Car pour le Parti, la vie économique et sociale se concentre dans le Parlement, c'est vers lui que tout doit converger, c'est de lui que tout doit partir. Le Parlement, le Pouvoir législatif et le pouvoir gouvernemental sont à ses yeux le grand expulseur, le grand régulateur, sans eux les sources se tariraient et les grains ne germeraient pas. Et si le Parti admet — rarement — une action populaire, c'est afin de renforcer son effort législatif jusque-là stérile, ou pour rechercher des félicitations ou des adeptes.

En un mot, les travailleurs étant dans l'impossibilité de défendre et de sauvegarder utilement leurs intérêts devraient s'en remettre, pour une telle besogne, à nos aspirants députés et à nos aspirants ministres, et le Parti serait ainsi l'organe qui s'interpose pour régler les différends entre les deux facteurs de la production et pour intercéder ou intervenir auprès de l'Etat, dont la fonction est, pour nos socialistes, de tout contrôler, de tout régenter.

LE GOUVERNEMENT. — Le gouvernement est un chargé d'affaires se donnant pour mission d'intervenir dans tous les actes, tous les événements intéressant les hommes. Il veut être l'inspirateur et le bénéficiaire des manifestations qui nous agitent et nous font mouvoir. Au nom de l'Etat qu'il gère, il tend à se substituer à notre volonté, s'attribuant le pouvoir d'administrateur des besoins et des charges qui sont notre lot. Son action consiste à s'emparer des progrès provenant de modifications, de transformations, d'innovations introduites dans notre existence. Mais s'il s'en empare, ce n'est pas pour les compléter et les fortifier, c'est pour les réduire, les comprimer ou les châtrer. L'Etat, le gouvernement n'ont jamais été, et ils ne peu-

vent être, des facteurs de progrès dans l'ordre économique et social. S'il leur arrive — rarement — d'intervenir pour consolider l'un de ces progrès, ils ne le font que sous l'effort persévérant et tenace des luttes incessantes. S'il s'agit de lois dites de protection à l'égard du prolétaire, l'Etat sait prendre des dispositions afin d'en atténuer les effets. Ajoutons que si, malgré leur insuffisance, ces lois reçoivent une légère application, c'est par suite de la bonne volonté du patron ou de la pression exercée sur lui par l'organisation ouvrière.

La loi sur les accidents dans le travail ne reçoit jamais son application du bon vouloir du juge; l'accidenté, s'il n'a pas auprès de lui un défenseur consciencieux, connaissant bien les dispositions de la loi, sera lésé. Mais que les Compagnies d'assurances se dispensent de recourir à un conseiller, le magistrat en fera fonction en s'efforçant de juger dans le sens favorable à la Compagnie.

S'il s'agit des lois dites de liberté, l'Etat intervient pour réduire, en le réglementant l'usage de la liberté.

S'agit-il de l'obligation qui pèse sur l'ouvrier exploité de se révolter par la grève en vue de restreindre cette exploitation et pour étendre ses garanties, l'Etat intervient pour édicter des règles qui sont autant d'obstacles à l'exercice du droit naturel de grève il établit des pénalités uniquement dirigées contre le producteur. Celui-ci doit respecter, sous peine de prison, le « droit » du patron de faire travailler qui bon lui semble, et comme il l'entend, mais le patron n'a aucun « devoir » légal à remplir vis-à-vis de son ouvrier.

S'il s'agit du droit de parler et d'écrire, l'Etat intervient pour limiter, réduire ce droit. Il est interdit de penser contrairement à la volonté de l'Etat; il est interdit d'écrire contrairement à la loi de l'Etat. Toute manifestation désapprouvée ou interdite par lui est réprimée, et châtiée. Car le salarié doit avoir foi dans les préceptes de l'Etat, il doit admirer, respecter, les institutions sur lesquelles l'Etat repose : armée, magistrature, police, etc. Et de même que l'Eglise dit que l'homme doit croire en Dieu et en elle, le gouvernement dit qu'il faut croire en l'Etat et en ses institutions; il est donc interdit de parler et d'écrire contre lui et contre elles.

S'agit-il du droit d'association, c'est-à-dire du droit humain qu'ont les individus de s'entendre et de se concerter, l'Etat intervient encore... toujours... pour réglementer ce droit, en fixant les attributions qu'il choisit lui-même, en limitant les conditions de recrutement, en déterminant les pouvoirs de l'association : attributions, conditions, pouvoirs que le groupement doit respecter.

Tout ce qui dans le domaine social, de par les conditions de travail, et de vie imposées à l'ouvrier, fait un devoir à celui-ci de réagir, de lutter pour sa propre sauvegarde est saisi, réglementé, réduit, limité, morcelé par l'Etat. De sorte que l'ouvrier doit penser, agir, lutter, travailler selon les règles restrictives de l'Etat.

Il n'y a pas une règle édictée par l'Etat, qui ne viole le droit qu'à l'ouvrier de travailler à son affranchissement et qui n'ait pour but de ramener à l'Etat les prérogatives, les garanties, les libertés que se donne le producteur. Pourquoi ? Parce qu'il faut pour la vie, la sécurité de l'Etat que le salarié soit dans tous les instants le sujet, le gouverné de cet Etat.

Non ! Quoi qu'on dise, l'Etat est un facteur d'oppression; et toutes les attitudes à salire libérale qu'il prend sont autant de manœuvres faites pour abuser, tromper afin de mieux triompher.

V. GRIFFUELHES

Pour une cause humaine...

Tout dernièrement, une résolution émanant du Conseil mondial de la paix s'élevait contre le « fait que les Républiques fédérales allemandes criminelles de guerre, qui n'ont fait jusqu'à présent l'objet de poursuites, doivent être considérés comme juridiquement prescrits à partir du 8 mai 1965. » Cela n'a rien d'étonnant lorsque l'on sait que, de notoriété publique, cette organisation est pro-stalinienne, et il y a gros à parier qu'elle lance cette campagne pour des motifs en fait tout autres que ceux dont elle se targue. (Les affiches du P.C. contre « les revanchards allemands » en sont un autre aspect.)

Toutefois, malgré cette signature suspecte, si le contenu de ce texte avait eu un sens et une portée révolutionnaires, nous y aurions souscrit qu'importe après tout les étiquettes ! Hélas il n'en est rien.

Analysons tout d'abord l'argumentation utilisée par ces protestataires : « L'application de la prescription des délits de droit commun aux crimes de guerre est en contradiction avec le droit international. » Que valait une vertueuse indignation, une raison valable ! Lorsque l'on sait que ce fameux droit international est l'œuvre de la bourgeoisie, dont celle des pays les plus avancés plus précisément, il est risible de s'élever contre sa violation, car il n'est pas étonnant que la classe dominante viole sa propre législation lorsque celle-ci entre en contradiction avec ses intérêts. Et ce fait nous est, à nous révolutionnaires, complètement indifférent. Nous ne nous plaçons pas sur le plan du droit bourgeois.

Mais poursuivons cette intéressante lecture : « La prescription serait une décision anti-humanaire touchant les droits les plus élémentaires de l'homme, justifiant après coup les crimes commis contre l'humanité. » De mieux en mieux ! Protester au nom de l'humanité, idéologie libérale bourgeoise ! Pour nous révolutionnaires, les hommes sont divisés en classes fondamentalement et irréductiblement antagonistes, qui ne peuvent s'unir en aucun cas, seraient-ils même sous le beau terme d'humanité. Il est pénible d'avoir à répéter de telles évidences !

Ce monument de démagogie et de confusionnisme s'achève par un appel « à tous les hommes loyaux ». Qu'est-ce que « tous les hommes loyaux » ? Nous ignorons cette espèce. Pour nous existent les révolutionnaires soutenant la cause de la classe exploitée et les autres défendant les intérêts de la classe exploitée. A laquelle de ces deux catégories fait appel cette résolution ? Car elle ne peut s'adresser aux deux à la fois qu'en quittant le terrain de la lutte de classes, ce qui lui semble très possible, mais non à nous. Aus-

TRIBUNE LIBRE
(Les textes insérés sous cette rubrique n'engagent que la responsabilité de leur auteur.)

si déclarons-nous nettement : ce texte ne nous concerne pas. Cependant, acceptons de passer sur cette argumentation totalement étrangère à toute conscience révolutionnaire de classe et analysons maintenant le motif de cette « résolution ». Devons-nous condamner la prescription des crimes nazis ? Une agitation selon ce mot-d'ordre est-elle souhaitable ? Nous ne le pensons pas. En effet, quel est le véritable responsable des crimes nazis, du fascisme autant allemand qu'italien ? Le système capitaliste ayant atteint son stade suprême, l'impérialisme, c'est-à-dire la domination du capital financier. Au lendemain de la première guerre mondiale, une vague révolutionnaire déferla sur l'Europe. En 1919, en Italie se produisirent 1.663 grèves; en 1920, 1.881. (Daniel Guérin : « Fascisme et grand capital »). Les usines métallurgiques furent occupées par les ouvriers qui élirent des conseils d'usines (D. Guérin : *ibid.*) en Allemagne, en novembre 1919, par suite de l'effondrement du militarisme prussien; les conseils d'ouvriers et de soldats se trouvèrent être durant quelques jours la seule autorité du Reich. Les capitalistes avaient eu chaud. Pour d'une part combattre le danger du « bolchevisme », d'autre part récupérer le lest qu'ils avaient dû jeter, ils subventionnèrent d'abord, puis mirent au pouvoir, ensuite, Mussolini en Italie et Hitler en Allemagne.

Mobiliser la classe ouvrière dans une protestation contre la prescription des crimes nazis, c'est l'aiguiller vers une voie de garage. Ce n'est pas contre quelques individus isolés au sein de l'appareil d'Etat allemand que nous devons nous battre (présence qui n'a

rien d'étonnant, la bourgeoisie répugnant à renier ceux qui l'ont si bien servie en brisant la vague révolutionnaire et en lui permettant de subsister), mais contre cet appareil d'Etat en tant qu'émancipation, « maraude » de la classe dominante, et contre les appareils d'Etat de tous les pays. L'antifascisme est une attitude stérile, sans perspectives révolutionnaires véritables. Il nous faut lutter contre le système capitaliste dont le fascisme est le dernier recours, l'ultime rempart contre la révolution prolétarienne montante.

Le seul moyen d'empêcher à tout jamais le retour du fascisme comme de la guerre est d'en briser la véritable cause : le système capitaliste.

Nous ne souscrivons donc pas à cette « Résolution » dont ni la forme ni le contenu ne sont révolutionnaires. Libre aux démocrates petits-bourgeois, aux pacifistes pieux-chards et aux antimilitaristes de salon, de signer pétitions et résolutions, de crier stérilement comme leurs prédécesseurs : « Le fascisme ne passera pas », de réclamer au nom de la Justice (légalité bourgeoise) la non-prescription des crimes nazis. Ce fracas de mots ne nous concerne pas. Notre véritable lutte est ailleurs, et en tant qu'organisation prolétarienne révolutionnaire, nous entendons la mener sur notre terrain : la lutte de classes, pour l'avènement d'une société nouvelle d'où la misère, le fascisme et la guerre seront bannis; la révolution prolétarienne mondiale étant le seul moyen et le stade transitoire (avec tout ce qui en découle) nécessaire pour l'établissement d'un tel ordre nouveau.

RENEE

Communiqués

UNITIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE PUTEAUX
Assemblée générale tous les premiers dimanches du mois à la Bourse du Travail, 21, rue Roque-de-Filliol.

SIXIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE TOULOUSE
Correspondance : C.N.T. Bourse du Travail, Place St-Sernin, Toulouse.

UNION LOCALE DE NARBONNE

Réunion tous les jeudis à 21 h., au Secrétariat Bourse du Travail.

UNION LOCALE, PERPIGNAN

Réunion tous les premiers samedis du mois au local, rue de l'Anguille.

Permanences, cotisations, tous les dimanches, de 16 à 18 heures, au Continental Bar.

Adressez toute correspondance à Pijon Amor, 5, rue de la Bédoyère, Perpignan.

HUITIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE BORDEAUX
Adressez toute correspondance à P. Alonso, C.N.T. 8° U. R., Bourse du Travail, 42, rue Lalande, Bordeaux (Gironde).

DIX-SEPTIEME

UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE LYON

Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, num. 60, Lyon, V.

UNION LOCALE ST-ETIENNE

Correspondance : Bourse du Travail, salle 15 bis (côté Mutualité). Permanence : Même lieu, les mercredis de 18 à 19 heures.

DIX-NEUVIEME

UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence : Tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1^{er} arrondissement).

Lucubración filosófica

(Continuación.)

Muchas inteligencias enamoradas de las nuevas ideas filosóficas, a las que rindieron idolátrico culto, hubieron de apasionarse por ellas con demasiado exclusivismo, tal vez, y desechando todo lo viejo, lo que durante muchos siglos hubo de constituir el patrimonio de las mentes cultas, emplearon todos sus esfuerzos y dedicaron todos sus afanes a exponer, ampliar, pulir, glosar y hacer aplicaciones en todos los órdenes de la vida y de la ciencia.

Mientras tanto, otros pocos amantes de la tradición filosófica y temerosos de entregar sin fruto el tesoro legado por los siglos, algo misonseístas, se aferran a lo antiguo, con fuerza, con tesón, con tenaz y decidido propósito de no renunciar ni a una sola de las viejas adquisiciones, ni a un solo centavo del capital acumulado por las pasadas generaciones.

Consecuencia de lo anterior es el encastillamiento de cada en la respectiva posición, exagerado y extremo, dando los amores y aficiones, unos a otros poniéndose intransigentes entre sí, y negándose a hacer mutuas concesiones. Los campos siguen perfectamente deslindados y los ataques arrecian y se repiten continuamente y en todas las formas posibles. La escolástica parece que vive los estereotipos de una larga agonía, para la cual son inútiles los esfuerzos que se realizan y los ensayos realizados en el presente siglo en Alemania, Austria, Italia y Japón. Lentamente la filosofía racional se adapta y se impone a las exigencias del presente y del futuro.

Visto de esta manera el problema, ¿es un bien, es un mal? Afirmamos que ningún absoluto puede dar la clave de una benigna y cierta comprensión entre los seres humanos. Lo absoluto es el crimen, la injusticia, lo estatizado. La superstición convertida en ariete contra la humanidad. La verdad es relativa, pues tanto en filosofía, como en todos los campos de la vida, sólo existe un impulso, una tendencia y un anhelo de búsqueda de la verdad y de la felicidad. Cuando se haya alcanzado esa «verdad» tan creída y remachada por muchos, encontraremos que se abren las puertas de otra superior: más allá de la verdad, siempre habrá verdad, más allá de la existencia, siempre habrá existencia, o como dice Ricardo Mella: *Más allá del anarquismo, siempre habrá anarquismo*. Porque de lo que se trata es de hallar en todo momento — y en el presente también —, y de una vez por todas, la fórmula que permita al hombre vivir en paz, armonía, libertad y bienestar entre sus semejantes, permitiendo asimismo que sus semejantes gocen de idénticas dichas; porque donde termina la libertad de uno comienza la libertad de los demás; y la razón filosófica, como todas las razones,

nes, no puede tener otra finalidad que la de laborar entre todos por el bien de todos, mental y físicamente hablando. Un concepto filosófico que tenga tendencia a negar estos elementales principios de toda sabiduría, debe ser declarado culpable de un sentimiento contrario a la solidaridad y armonía que han de poner en el tapete de la vida la fuerza de percepción necesaria para que la brutalidad se quede en los más profundos e ignotos recodos del camino recorrido, para que de esa manera se abra una era de comprensión en todos los campos existenciales, donde no quepan los odios, los absolutos, los empujones, los aparadores de poderes y riquezas, de las cuales se sirven para enajenar las mentes de los esclavos y hasta de sí mismos en un pretendido deseo de dominio y terquedad que todo lo reduce a simples arañazos, a terribles mordiscos y a un confusismo que parece mentira que a estas alturas del tiempo todavía no haya podido ser disuelto en las sombras de un pasado de ignominia. La monstruosa presencia en la actualidad de fuerzas estatales capaces de desencadenar la propia destrucción del hombre y sus maravillas, y aún del planeta en que aquel se desenvuelve, es la mayor negación posible de todos los esfuerzos realizados por la filosofía a través de las edades y un negro mentís a la mente despierta, genial y bondadosa, como se ha desvelado en procura de la felicidad para todos y cada uno en la tierra.

Lo cierto es que — salvo raras excepciones —, todos los filósofos, todos los genios, los sabios, las mentes clarividentes, tuvieron tendencia al mejoramiento humano. Cada uno a su manera se esforzó por señalar indicios de lo que sus mentes entendían podría ir en procura de la felicidad del género humano, si sus pensamientos, sus experimentos, sus descubrimientos y sus razonamientos, eran debidamente tenidos en cuenta por sus semejantes y especialmente comprendidos. Más lo cierto también es que cuando se impuso el concepto de la espiritualidad y otros otros sabios, otros técnicos y otros científicos, se volvieron hacia la prehistórica perfeccionando espadas, lanzas, cañones, pistolas y ametralladoras, mientras que cuando ha empezado a dominar el sentido filosófico de la «pura materia», esos mismos sabios y científicos al servicio del poder y la riqueza acaparadas, se han servido de los descubrimientos filosóficos para llegar en el último extremo a la invención de la bomba atómica puesta en manos de los destructores, los mortíferos y los ignominiosos. ¿Sería posible culpar a la ciencia, ni mucho menos a la filosofía en general, por semejantes resultados negativos? De ninguna de las maneras.

COSME PAULES

(Continuación.)

NECROLOGICA

EMILIO ABAD

A la edad de 68 años, en el Sanatorio de Agen, el 28 del pasado enero, murió, después de larga y penosa enfermedad, el que fue compañero Emilio Abad.

Natural de Loporzano, provincia de Huesca, el compañero Abad abrazó desde muy joven las ideas libertarias, por las que luchó siempre con ahínco e interés, seguro de su ideal y esperanzado de futuro.

Durante nuestra guerra, fue fundador y principal animador de la colectividad agrícola de Loporzano. Sin apatías ni desfallecimientos, trató en todo momento estar a la altura de las circunstancias y enaltecer el concepto de la C.N.T., su organización querida.

Las peripecias de la guerra y el retroceso de los frentes, lo llevó en retirada desde Aragón hasta Canet de Mar donde, pese a las contrariedades, se puso enseguida al servicio de la guerra y de la revolución en lo que de útil pudiera ser. El espíritu colectivista, lo llevaba en la sangre y lo animaba hasta la obsesión, como solución práctica y redentora. Por lo que unió su esfuerzo al de los colectivistas de la localidad.

El río desbordado de la retirada lo arrastró como a tantos miles a Francia. Las penalidades que la misma acarreada, las sufrió con firmeza, con la conformidad de sino que lo castigaba implacablemente, esperanza de que un día triunfara su caro ideal.

Como la mayoría, pasó por los campos que nos dejó la suerte, comportándose en compañero con todos los que compartió la convivencia.

Con la luz del pensamiento ácrata

(Viene de la pág. 4.)

frido, tras una resistencia de heraldos, todos los rigores del exilio, la adaptación a medios extraños, y las «diversidades políticas de algunos afines a nuestro principal enemigo. Y esa experiencia, de carácter político revolucionario e ideológico, ¿no nos facultan para sugerir cómo plazarse en la lucha? ¿No podemos conocer, tanto como el que más, a dónde conduce el camino de las pequeñas renuncias? ¿A qué ejemplo histórico podemos remitirnos que mejor nos ilustre sobre los peligros del autoritarismo en trances revolucionarios? Y del valor de los trabajadores en esa fase de construcción revolucionaria, de su capacidad productora, ¿no podemos presentar testimonios que confirmen todo cuanto se ha dicho desde el punto de vista libertario?

Hay múltiples factores de la vida que el anarquismo debe plantearse en estos momentos. La Humanidad está debatiéndose en una agitación de imperiosas necesidades, y mientras las sugerencias de todos los matices poli-

ticos y religiosos evidencian su impotencia, incapaces de reducir la violencia y la miseria, el anarquismo no se decide a irrumpir con la audacia que le es característica, con el don de su razonamiento, en los medios donde se haga ver y sentir. En defecto de una estructura internacional, en la que quedarán establecidas las pautas para afrontar los problemas del momento, siempre de cara a los que el futuro reserva, los movimientos nacionales de carácter específico si que deberían hacerlo.

Cada día existen más situaciones que reclaman la luz del anarquismo. Aunque se nos ilde de insistentes, no dejaremos de repetir que el mundo del trabajo nos insta, constantemente, a que nos introduzcamos en él y dejemos sentir la influencia de nuestro pensamiento. Las influencias del sindicalismo reformista son más que nefastas; las de los social-cristianos, empujados en adherirse tanto como puedan del movimiento obrero, no cubrirán metas superiores. Dados los avances de la técnica, el área de

ANTENA

EL CONFLICTO DE LOS ESTUDIANTES

(Continuación de la primera página)

MADRID.—La brutalidad autoritaria se ha desbordado. Contra todo principio civilizado, la Policía Armada invadió, el 23 de febrero, la Facultad de Filosofía y Letras, entablado pelea con los universitarios. Hubo porrazos con réplica de pedradas. Indignados por la provocación de la fuerza «pública», los catedráticos Aranguren, Montero Díaz, García Calvo y García de Vértiz protestaron formalmente, no consiguiendo otro resultado que ser detenidos junto con unos cincuenta estudiantes. Hay, además, una treintena de contusos. Los gritos de combate de los valientes protestatarios fueron como siempre: «SEU, no», «Libertad sindical», con el aditamento, esta vez, de «Policías asesinos».

Consecuencia de todo ello ha sido la declaración de huelga estudiantil en la Universidad, con posible extensión a toda la Universidad española. La réplica del Gobierno ha sido el cierre de las Facultades de Filosofía y Letras y Medicina, por haber tenido lugar en la segunda otra Asamblea Libre, que reunió a unos siete mil estudiantes, que declararon ser la representación auténtica de la Universidad.

De última hora se sabe que los catedráticos Montero Díaz, Tierno Galván, Aranguren y García Calvo han sido suspendidos y procesados.

Para el día 2 de marzo los estudiantes tienen anunciada la constitución de una Asamblea Constituyente para dejar al SEU definitivamente de lado.

En el campo del trabajo se anuncia una inminente huelga general de metalúrgicos por descontento hacia las bases de convención colectiva que el sindicato vertical ha formulado.

RUSIA Y ESPAÑA INTENSIFICAN SUS RELACIONES

MADRID.—La cuestión del viaje del célebre bailarín español «Antonío» y de su ballet a Moscú, fue abordada en el Consejo de ministros, penúltimamente celebrado, se supo de buena fuente. Se espera en cambio la visita a Madrid y Barcelona del célebre ballet soviético «Bolchoi». Estas manifestaciones artísticas serán los primeros signos de una intensificación de los intercambios culturales y económicos, este año, entre ambos países.

La llegada del circo de Moscú a Madrid, la representación de la ópera de Dvorak, «Rusalka», interpretada por una orquesta y coros checoslovacos en Barcelona, y en junio de 1964 la final del Campeonato de Europa de las Naciones, entre España y la URSS, en el Estadio de Bernabéu de Madrid, son para numerosos observadores otros tantos indicios evidentes de una buena entente entre España y la Unión Soviética.

COO AZUCAR ESTA MEJOR

CARACAS.—La G.C.V., como es sabido, declaró el boicot económico a Cuba a causa de la dictadura fidelista. Deseando extender a toda la América dicho conflicto, la G.C.V. sometió este deseo a la O.R.T.T., la cual propone a su vez a sus representantes seis puntos entre los cuales figura el siguiente, que nos complace:

4. Una propuesta para condenar al gobierno español por su acción contra los sindicatos. La O.R.T.T. aprobó el establecimiento de vínculos de solidaridad con la Unión de Trabajadores de España en el exilio, añadiendo:

«Nos percatamos también de la ausencia de libertades y de los ultrajes e injusticias perpetrados en España, y de la falta total de respeto por la dignidad humana que existe allí».

LA DISPUTA DE GIBRALTAR

LONDRES.—El gobierno británico está dispuesto a modificar la estructura económica de Gibraltar si continúa la presión española sobre esta colonia británica, escribe hoy el «Sunday Telegraph».

Se crearán, si es necesario, nuevas industrias y es posible que los 10.000 obreros españoles que vienen cada día a trabajar a Gibraltar sean sustituidos por mano de obra procedente de Marruecos o de Malta.

LA RESISTENCIA IBERICA

El movimiento antifascista portugués se está fortaleciendo; en un valiente manifiesto público, docenas de destacadas personalidades de la intelectualidad lusa pidieron la eliminación de la censura y de la arbitrariedad policial, la libertad sindical y de expresión, el cese de la represión colonialista y del armamentismo, y la iniciación de un amplio programa de inversiones públicas, encaminadas a desarrollar la economía y a eliminar la dependencia del país frente al capital extranjero. Por otra parte, los estudiantes de Lisboa acaban de declarar una huelga para el próximo lunes, a fin de protestar contra la detención de varios compañeros.

En España se realizó una huelga ilegal en una fábrica madrileña, acompañada de choques entre la guardia civil y los trabajadores. Ante el Tribunal de Orden Público aparecieron varios vascos acusados de actos subversivos, que dijeron haber si-

detenido y condenado por las autoridades franquistas a 23 años de presidio. Tratando de amontonar una infamia sobre otra, la justicia que Franco manda hacer trató de celebrar un segundo juicio, esta vez en el fuero de guerra, para condenar a López por «delitos de asesinato» atribuidos al encausado referente al conflicto entre españoles.

Intervenido una protesta mundial —y tal vez la diplomacia soviética— para salvar a López de la pena de muerte, oficialmente se ha dicho a la prensa del país que no habrá consejo de guerra contra López de la Fuente por no haber sido tal el propósito de los militares.

Entretanto —por lo visto— Dolores Ibárruri había circulado la especie de que se rendiría a Madrid con objeto de declarar en favor del procesado. Mas, como el objeto del viaje se ha diluido, con limpieza o sin ella la Pasiónaria se ha ganado un tanto.

PUES RESULTA QUE NO LOS HAN CONDENADO

MADRID.—El grupo de cuatro catalanes y un ucraniano en esta capital por delito de propaganda «separatista», han sido declarados libres por el tribunal por no haberse encontrado material delictivo. En realidad, por lo que ha trascendido el escandaloso proceso en el exterior. Recuérdese que con motivo de esa vista unos trescientos catalanes venidos a Madrid para presenciara fueron rechazados hacia su país con los malos modos inherentes a la policía franquista.

PIDEN SOCORRO A MOSCÚ

CADIZ.—La situación del Cádiz C. de Fútbol es monetariamente angustiosa. Acude poca gente a presenciar los partidos, saldando cada encuentro con déficit. Para remediar esa «trágica» situación el presidente del Club y el alcalde han ideado el recurso de contratar al primer equipo del Dynamo de Moscú para un partido recibo, mo, reclamo para el partido, comunista, en definitiva. Para gestionar el asunto partió el alcalde para Madrid y, logrado el visto bueno, salió después el concejal Vicente Moral Alonso con destino a la capital soviética.

GESTO DE LOS OBREROS ESPAÑOLES

FRANKFURT.—Algunos miles de españoles que emigraron a trabajar en Alemania occidental, organizaron hoy una manifestación silenciosa de protesta «contra la reiterada detención de dirigentes políticos en España».

Los españoles, cuya acción era apoyada por la Federación de Trabajadores de Alemania Occidental, portaban carteles donde solicitaban el derecho de huelga para el pueblo español y la democratización general del país.

Los manifestantes en un manifiesto, que distribuyeron después de la demostración, afirman que cientos de trabajadores en España «han sido hasta ahora arrestados, torturados y ejecutados por defender conquistas sociales».

El diputado socialcristiano alemán Hans Matthöffer, dirigiéndose a los trabajadores españoles, afirmó que podían contar con el apoyo de los Sindicatos de Trabajadores alemanes «en su demanda de libertad».

La Federación de Trabajadores alemanes tiene seis millones y medio de afiliados.

El orador afirmó que España verá obstruida su admisión en la comunidad Europea mientras no refine la libertad en su propio territorio.

Pedro José Proudhon

(Continuación)

Contestando a Ch. Comte en su «Tratado de la Propiedad», quien reivindica el mejoramiento de una ciencia o del suelo en general para el propietario ya que éste, según Comte, ha pagado el mejoramiento mediante «lucros» y salarios. Proudhon nos ofrece una página maestra: «Este progreso no basta; el trabajo de los obreros ha creado un valor y, en consecuencia, este valor es su propiedad. Ni ellos la han vendido ni cambiado ni ellos, capitalista, la ha adquirido. Que usted tenga derecho parcial sobre el todo por los abastecimientos y las subsistencias procuradas, nada es más justo: usted ha contribuido a la producción, usted tiene derecho de disfrute. Pero vuestro derecho no anula el de los obreros, quienes han sido vuestros colegas en la obra producida. ¿Habla usted de salarios? El dinero es el que usted paga a los trabajadores; el salario es la recompensa de la posesión perpetua que ellos os abandonan. El salario es el gasto que reclaman el mantenimiento y la reparación diaria del trabajador; usted se equivoca al ver en este salario el precio de una venta. El obrero no ha vendido nada; no conoce su derecho ni la extensión de la cesión que le hace, ni el sentido del contrato que usted pretende haber pasado con él. De la parte de ellos, ignorancia completa; de la de usted, error y sorpresa, caso que no queramos decir robo y fraude.» (Idem, pág. 213-4.)

Proudhon llega con paso seguro a la teoría de la Plus Valía, que tan bien iba a desarrollar Marx. El propio Proudhon no la descubre ya que la expone en 1805 Charles en su libro «The Effects of Civilization», la recoge un poco después Hodgskin y diferentes economistas que discrepan con el ricardismo. La dispersión de Proudhon y su empeño en abarcar mucho

no le permiten hacer un monumento de economía como es «El Capital».

El «pluralismo» que le adjudica Cole los desautoriza, pero sus esbozos, ensayos críticos, ofrecen todo el material necesario para edificar una teoría completa. La Plus Valía no tiene ningún efecto en lo que a la formación de capital respecta hasta que el hombre empieza a explotar la fuerza colectiva que nos describe Proudhon y, más tarde, la presencia de la máquina que inicia la industrialización.

«Todo trabajo debe dejar un excedente» señala Proudhon y el excedente se transforma en algo importante ya que, en manos del usurpador, pasa a ser capital y ello porque, como señala Proudhon, al obrero se le continúa pagando para que satisfaga sus necesidades, independientemente de la cantidad de trabajo que rinde gracias a la fuerza colectiva y a la industrialización. El trabajo, que como Walras dice, es una guerra declarada a la parsimonia de la naturaleza, acelera su ritmo debido al progreso, pero no por ello sale mejorada la situación del obrero. La ley de la oferta y la demanda limitan, naturalmente, los lucros del capital cuando el obrero no ha vendido nada; no conoce su derecho ni la extensión de la cesión que le hace, ni el sentido del contrato que usted pretende haber pasado con él. De la parte de ellos, ignorancia completa; de la de usted, error y sorpresa, caso que no queramos decir robo y fraude.» (Idem, pág. 213-4.)

Proudhon llega con paso seguro a la teoría de la Plus Valía, que tan bien iba a desarrollar Marx. El propio Proudhon no la descubre ya que la expone en 1805 Charles en su libro «The Effects of Civilization», la recoge un poco después Hodgskin y diferentes economistas que discrepan con el ricardismo. La dispersión de Proudhon y su empeño en abarcar mucho

COMUNICADOS

F. L. DE MARSELLA

Continuando el ciclo de conferencias y charlas culturales que en cada temporada tiene trazado esta F. L., y que a medida que se vayan a celebrar iremos anunciando con los correspondientes temas. La primera dará principio el día 14 de marzo en nuestro local social a las 9 y media de la mañana, a cargo del compañero Juan de Orán, sobre el tema siguiente: *Antecedentes sobre sindicalismo y anarquismo*.

F. L. DE NARBONNE

Convoca a todos sus afiliados, a la Asamblea General que tendrá lugar el día 7 de marzo 1965, a las dos de la tarde.

F. L. DE ROANNE

Convoca a todos sus afiliados a la Asamblea general que se celebrará el domingo 7 de marzo, a las nueve y media de la mañana, en nuestro local social.

F. L. DE COMBES-LA-VILLE

Invitamos a todos los compañeros a la reunión general que se celebrará el domingo día 7 de marzo a las 9 y media de la mañana en el lugar de costumbre.

F. L. DE PARIS

Anuncia asamblea general para el día 7 del próximo mes de marzo. Orden del día de interés.

F. L. DE ORLEANS

Celebrará asamblea general el 6 de marzo a las nueve de la noche en la Sala Biblioteca de la rue des Pensées.

TEATRO ALHAMBRA, PARIS

Extraordinaria representación de la obra musical de Amadeo Vives, de ambiente gallego, MARUXA, el día 14 de marzo a las 6 de la tarde, con la participación del barítono Aguilar, de las tiples Lina Huarte y Dolores Ripollés, del bajo Astorla (venidos expropos de la Península), y del tenor Yon de Murguía. Música a cargo de la Orchestre Symphonique de París (50 profesores) y Coro de la Casa de Galicia (80 ejecutantes), además del cuadro de baile.

Entradas de 6,00 a 15,00 frs. en taquilla. Antes de la representación dirigirse al compañero Cuadrado, 24, rue Ste-Marthe, París. (XK).

SUSCRIPCIONES

PRO COMPANEROS ANCIANOS

Paris: Manent, 10, Una libertaria, 30; Villeurbanne: Una Charra, 15; Mios (Gde.): Pablo Serrarols, 10; Coxy: Vicente Muñoz, 5; Castres: Cristóbal Parra, 5; St-Etienne: Sebastián Martín, 5; Greasque: J. García Vidal, 7; Combes-la-Ville: Juan y Juana, 10; H. Martínez, 5; J. Casals, 10; Lamotte Breuon: Antonio Torrent, 5; Neully: Mendoza, 3; Roanne: Antonio López, 10; Férmying: Fernández, 13.

Total: 140,00 F.

PRO ESPAÑA

Combes-la-Ville: Juan y Juana, 10; Perpignan: José Bo, 5.

Total: 15,00 F.

PRO FAMILIAS

GRANADO Y DELGADO
Combes-la-Ville: H. Martínez, 10; J. Casals, 10.

Total: 20,00 F.

EL POLLETO DEL COMPAÑERO MORO

De una carta recibida: «He leído con agrado el comentario que hace del trabajo del compañero Fabián Moro, «Peño», o el discurso del hombre libre», elogio muy merecido por el contenido espiritual y moral de la obra.—F. Cuende, Aubervilliers.»

ADMINISTRATIVAS

Juan Orozco, Reims (Marne). Devuelta carta y reclamación por cambio dirección. Da la nueva residencia. Hasta el 31-12-65, adeudas 20 F.

— Edo Manuel, Pellissanne (B-du-R.). Recibido giro 94,45 F. Pagas «C. S.» y «Umbral» tuyo y Galindo, más factura Librería. Los 5 F. para ancianos que anuncias no van incluidos en el giro. Para la prensa de Galindo dad dirección exacta.

— Manuel Fernández, Túnez. Recibido giro 12 F. por conducto Juan García de Marsella.

— G. Rondos, Thuir (P. O.). Giro 35 F. «C. S.» hasta el número 335 y «Umbral» 36-37.

— O. García, Greasque (B-du-R.). Giro 28 F. «C. S.» 335.

— G. Villanueva, Combs-la-Ville (S-et-M.). Giro 35 F. Pasa a su destino.

— Bosque Mario, Barry. Giro 80 F. «C. S.» y «Umbral» hasta el 30-9-65.

— García A., Dijon (Côte-d'Or). Recibido giro y cartas. Se hacen los envíos como indicado directamente a los interesados.

NOTA.—El franqueo de las cartas es a 0,30 F. Franquearlas a 0,25 F. como antes significa que nosotros hemos de pagar por ellas una tasa de 0,30 F. Téngase en cuenta la tarifa.

PARADERO

Desearíamos saber el paradero de José Jorge Bernar, que en 1945 trabajaba en Réan (Ferme Prunes (S-et-M.). Piden por él sus padres Miguel y Pilar que están sin noticias desde dicha fecha. Quien pueda dar noticias se dirija a Jaime Ortuño, 1, rue de la Fontaine, Saint-Liesne, Melun (S-et-Marne).

UMBRAL

Sumario del número 38:

Mastieno: **CONFIANZA, MAS UNION, IGUAL A FUERZA.**
Climaco Guevara: **ELOGIO A AGUSTO PI Y SUNYER.**

X.: **UNAMUNO ANTE LA DICTADURA.**

Campio Carpio: **CARTA ABIERTA A LA WARS RESISTERS INTERNATIONAL.**

P. Bosch Gimpera: **PARALELISMOS EJEMPLARES EN LA EVOLUCION HISTORICA. ROMA Y LOS IBEROS.**

José Viadri: **ADALIDES DE LA LIBERTAD. ABDON TERRADAS.**

Antonio Pereira: **IN MEMORIAM. GUERNICA Y GARCIA LORCA.**

Edward Crankshaw: **NI COMUNISMO NI CAPITALISMO.**

José Uriel García: **URBANISMO Y ARTE.**

Luis Capdevila: **LA LEYENDA NEGRA DE ROBESPIERRE.**

José Sevilla: **ORIGEN DEL ARTE FLAMENCO.**

G. Mosquera Alonso: **ROMANCE DE LA NOSTALGIA DE SEVILLA.**

C. C.: **LITERATURA PRISIONERA.**

Juan Ferrer: **EL HOMBRE Y SU HORA. ENRICO MACIAS.**

Noticiario, Fiesta fraternal solidaria, grabados, etc.

Precio: 1,00 franco.

VICTOR GARCIA

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Gran Meeting à Limoges

Le 26 mars, à 20 h. 45, le Comité pour l'Espagne Libre organise un grand meeting, sous la présidence de

Maitre Gaston CHARLET

Prendront la parole :
Ch.-Auguste BONTEMPS, Maitre Yves DESCHEZELLES
Frédéric MONTSENY, Rodolphe LLOPIS
Denis FORESTIER

Au moment où l'Espagne captive bouge, les hommes de gauche se doivent d'épauler leur action.

Tous au meeting de Limoges, le 26 mars, au Cinéma Paris, à 20 h. 45.

SIEGE SOCIAL
39, rue de la Tour d'Auvergne
Paris, IX^e - Tél. : TRU. 78-44
Rédaction et Administration
SORIANO J.
Fontenay-sous-Bols (Seine)
C.C.P. 14.103-62 - Paris

ABONNEMENTS
Six mois : 13 F.
Un an : 25 F.

24, r. Ste-Marthe, Paris, X^e
Tél. BOT. 22-02
Tél. Imprimerie : BEL. 27-73

LECOMBAT

SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

España candente

El día 18 de febrero último fue muy movido en Facultad de Ciencias. En efecto, en el tablero de la casa figuraba el anuncio de tres conferencias esperadas con interés por los estudiantes de ésta y otras Facultades. El ciclo debía desarrollarse los días 17, 18 y 19 bajo el enunciado de «Hacia una verdadera paz hoy», correspondiendo a Santiago Montero Díaz el tema «La posición del intelectual ante la paz», Mariano Aguilar Navarro debía versar sobre «La democracia cristiana», y José María González Ruiz se había de ocupar de «Visión cristiana de la alienación religiosa». Como puede advertirse, este lote de conferencias había sido preparado por gentes nada sospechosas de extremismo político.

Sin embargo, los tres actos fueron suspendidos y los avisos retirados por manos discretas y temerosas. Una delegación del estudiantado se entrevistó con el rector de la Facultad para preguntarle las causas de la prohibición, y éste contestó que habían emanado de las autoridades eclesiásticas. Intervino el cura Zorita y se previó que la superioridad religiosa no se había mezclado en el asunto. Los ánimos de los reunidos se encrespaban.

Al día siguiente (18), el cura Zorita afirma que el rector había exagerado. Intervino el decano, apoyando la tesis de su colega de que el obispo había prohibido las conferencias en el aula universitaria. Entonces los estudiantes proponen al decano —como antes habían propuesto al rector— que el departamento Actividades Culturales de la Facultad cargara con la responsabilidad del ciclo, eludiendo el decano una respuesta fija. Luego lo ocurrido fue explicado en la sala de Geología a los estudiantes por un delegado, naciendo allí la manifestación colectiva que se dirigió al rectorado para pedir explicaciones a la autoridad académica, sospechosa de autoritarismo y de cercenar la libertad de pensar.

En conferencia improvisada, el capellán Zorita hizo un resumen de su labor confesional en la casa, no sujeta estrictamente a la moral religiosa, sino extendiendo su cometido, junto al de otros profesores, a la labor estrictamente científica. El propio ministro de Educación, Lora Tamayo, se ocupó en el aula de Ciencias del porvenir profesional del estudiante de la especialidad, y además el doctor Saumels se explicó sobre «El horizonte científico del siglo XX», «El espíritu científico» y «Ciencia y humanismo», probándose con esta labor que en la Facultad priva la labor pedagógica en lugar de la pasión política o escolástica. Por todo lo cual no se explica que el curso «Hacia una verdadera paz, hoy», haya sido suprimido.

Llamado a capítulo por el rector, Zorita fue amonestado, si bien añadiendo que él —el rector— no había anulado las conferencias ni se pronunciaba sobre el derecho a celebrar las mismas. ¿Quién, en este caso, ha intervenido negativamente, sino la dirección suprema del SEU, desechada por haber perdido la iniciativa en la Universidad española?

Sin embargo, el obispo de Madrid, tratando de no comprometer al Gobierno, intimó al cura Zorita que declarara que las conferencias suspendidas adolecían de vicio político, no habiéndose visto declaración pública del P. Zorita a este respecto, aunque sí se hizo constar el deseo del obispo. Entretanto, aprovechando esa aglomeración de estudiantes, el profesor Montero Díaz pronunció su anunciada conferencia. Nuevo malestar con el rectorado, y contestación del obispo auxiliar afirmativa de que no era misión suya organizar ni suspender conferencias, pero entendiendo que el capellán no debe excederse en temas fuera del apostolado.

Unánime, la Comisión Permanente estudiantil elevó al rectorado unas conclusiones de protesta contra la limitación de la libertad del pensamiento no respondiendo de las manifestaciones desagradables a que diera lugar ello.

Pero en el día 19 José María González Ruiz dio la conferencia que tenía anunciada, no sin que antes un estudiante fascista de la Facultad, de cuarta de Químicos, llamado José María Stoch Gracia, arrojara sobre la mesa presidencial cuatro tubos de ensayo (20 c.c.) de cloruro de Ben-zol.

Constante en sus valvenes, el obispo auxilió a última hora se pronunció por la celebración de las conferencias... cuando ya estaban celebradas. A eso se le llama oportunismo, pues no hay que acompañar a esos del SEU que se quedan en cuadro...

REACCION GENERAL DE LOS ESTUDIANTES
El 20 de febrero sucedió cosa digna de anotar en la marcha evolutiva de la hasta ahora adormecida juventud estudiantil. Como culminación de las demostraciones últimas en el aula magna de la Facultad de Física y como protesta al régimen de dictadura que agobia a toda la nación, tuvo lugar una Asamblea Libre de Estudiantes en la que fueron elaborados los puntos principales de rehabilitación nacional basados en la democracia y en la autonomía. La derecha democrática (activa con sus boletines y reuniones), se ha decidido —por fin— a adoptar una postura clara contra el régimen. En esta reunión generalizada de alumnos universitarios se han aprobado con unanimidad unos estatutos libres, con la particularidad de que los falangistas presentes, por ser escasos, no se atrevieron a levantar el brazo en los turnos contra la moción presentada.

En el transcurso de esta reunión fue leída y aplaudida la Declaración

de la ONU referente a los Derechos del Hombre, registrándose una considerable emoción entre los reunidos; emoción que, generalizada en toda la población española por asuntos de libertad, presagia un posible desmoronamiento del actual tinglado hispanofascista. Los jefes del Estado y de dependencias principales se dan cuenta del fenómeno, y aparte del trancazo ya no saben a qué método recurrir. Del valor de la cooperación intelectual al movimiento reivindicativo se dan cuenta cabal los trabajadores. No pueden, los de Armada y Guardia Civil, cargar contra los hijos de familias pudientes, en gran parte sostenedoras del régimen que sus hijos vituperan.

En el calor de la asamblea incluso los estudiantes moderados se contumernaron del entusiasmo reinante, prorrumpiendo en gritos de «libertad» y «basta de dictadura», que eran los de todos. Solamente los ultras y los de la «política social» permanecieron callados y cabizbajos. Más de cien estudiantes hicieron uso de la palabra, representando a todas las Facultades universitarias, lo que prueba la importancia y la casi unanimidad absoluta del movimiento estudiantil antitotalitario. Inútil añadir que la presencia del comunismo en nuestras reuniones es inexistente, aunque digan lo contrario las notas de «información» inspiradas por la Dirección General de Inseguridad ciudadana.

La reunión, que duró de las doce a las tres y media de la tarde, terminó con vitores a la libertad de sindicación, a la libertad para el pueblo, y con voces reclamando la dimisión del rectorado y con un estentóreo «¡no!» a las sanciones académicas.

Antes de disolverse esta manifiesta-

ción interior (en la que constaban muchos miles de estudiantes), los corrillos se ocuparon de la torpeza de unas autoridades que, impidiendo unas conferencias de mero tono social-cristiano, habían arrojado a los universitarios moderados en brazos de la causa de la libertad... sin tapujos.

UNO DE INGENIERIA
Madrid, 21 febrero 1965.

Confirmación francesa de la anterior correspondencia

Leído en «Le Figaro» (24-2-1965): «MADRID, 23 febrero (De nuestro corresponsal especial permanente).— La prueba de fuerza entablada desde hace cerca de un mes entre los estudiantes y el gobierno español ha tomado un carácter más agudo de unos días acá para alcanzar, ayer, las características de una verdadera refregia en el seno mismo de la Facultad de Ciencias, donde las fuerzas del orden fueron recibidas a pedradas y a gritos de «libertad sindical».

El acontecimiento merece ser señalado, puesto que en 25 años la policía ha penetrado dos veces en recinto universitario.

Es sabido que el régimen de desórdenes universitarios, de los cuales actualmente Madrid es casi diariamente escenario, tomó pie con la decisión de la FUDE (Federación Universitaria Democrática Española), de tendencia socialista, de la UED (Unión de Estudiantes Democráticos, de inspiración demo-cristiana), y de la JEC (Juventud estudiantil católica), de formar un frente común para boycotear al sindicato único oficial: el SEU.

En el mismo diario hemos seguido las diversas peripecias derivadas de una acción cada vez más coordinada que el sábado pasado, 20 del corriente mes, se concretó en la celebración de una «asamblea libre» de estudiantes, en el curso de la cual se aprobó una moción a dirigir a los personajes principales de la Universidad española. Esta moción reivindicaba, principalmente, la creación de sindicatos libres, una amnistía general para los estudiantes expulsados de la Universidad a título temporal o encausados por delito de opinión, la libertad de expresión en materia pedagógica, libertad de asociación para alumnos y profesores, proclamando, por otra parte, la solidaridad con el mundo del trabajo en lucha contra la opresión.

En fin, la asamblea libre declaró el 2 de marzo próximo, día del estudiante, jornada de manifestación en la que la Universidad en peso presentará sus reivindicaciones.»

Sin renuncias ni mistificaciones

«No obstante, hemos quedado fieles a nuestra base: el mundo del trabajo, su acción directa, la idea de la libertad, de la justicia y del pan para todos. Si una circunstancia cualquiera nos hiciese perder ese terreno firme bajo los pies, lo perderíamos todo, porque dejaríamos de representar a la España que trabaja, que lucha y que sufre. Y fuera de esa España, todo el resto carece de importancia.»

Lo que precede es de Diego Abad de Santillán. Corresponde a un excelente trabajo de «Timón» del mes de julio de 1938. Tal vez Santillán ya no esté de acuerdo con lo que escribió entonces. Como quiera que sea, ese pensamiento lo hacemos nuestro, lo reivindicamos, lo defendemos y lo defenderemos. Lo bueno sería, pensamos, una reproducción completa de esa interpretación de autenticidad anarquista, que es como una invitación al examen, a la reflexión, a la consecución de los métodos y de la conducta libertaria.

Hace falta la persistencia del tono elevado, de los exponentes sin embajes, de las posturas compatibles con el credo. El anarquismo militante no puede mistificar su valor intrínseco e histórico; para todas las situaciones de la vida tiene su solución, que no es solución de secta ni de egoísmos privados; son soluciones para todos los humanos, inclusive para quienes, por no comprenderlos ni sentirlos, las consideran necias.

Si todos los momentos de la historia fueron buenos para afirmaciones libertarias, el presente lo es más que ninguno de los vividos; lo es, porque a más de propias experiencias, el elemento estudioso puede hallar resúmenes de acontecimientos que le indican el sentido de toda trayectoria política, el valor de cada idea, el fin ineludible que depara a cada una de

CRÓNICA INTERNACIONAL

por GREGORIO QUINTANA

A UN AÑO DE DISTANCIA

NUESTRAS fechas van tomando el tono sombrío de las notas recordatorias. Lo que fue, se instala con fuerza en el presente. En un presente en el que cada día cuenta más el ayer, el porvenir aparece incierto y nebuloso. Tanto más nebuloso e incierto cuando se confía en que el pasado renacerá de por sí mismo «cuando las circunstancias lo permitan». Y entre tanto, se espera que en el brumoso horizonte estalle el chispazo que abra el cauce a posibilidades oportunas y favorables.

Más de un año hace que «Tierra y Libertad», de México, lanzó una voz de alerta. Algo antes nuestro amigo Fontaura inició unas notas que por nuestra parte consideramos oportunas y atendibles. No hubo gran eco en nuestra prensa internacional. Varias firmas recogieron la iniciativa y hubo quienes abundaron, presentando al estudio varias fases del problema. Pero cada trabajo quedó circunscrito a la publicación y a la lengua inicial. No hubo traducciones ni reproducciones oportunas. En el ámbito español Peirats trató en la materia, acudiendo a ejemplos y a referencias que dan prueba de la necesaria internacionalización de una inquietud que, de no hacerse carne en cada militante, y a través de cada militante, en todo nuestro Movimiento, marcará el signo del ocaso a nuestras actividades. No se trata de mero pesimismo. Hemos apuntado detalles y podemos agregar muchos más que han de incitarnos a la reflexión.

Se nos ocurre volver al tema después de revisar apuntes y cartas de un militante bien conocido en nuestros medios por su labor, por su fe y por su entusiasmo. Se trata de Ugo Fedeli. A un año de distancia de su muerte, acaecida el 6 de marzo de 1964, sus juicios cobran un valor difícilmente rebatible. Repetidas veces habíamos tratado de voz a voz los agudos problemas de una cada vez más avanzada decadencia de nuestro movimiento. Revisábamos métodos y procedimientos y conveníamos —como repite a menudo Fontaura— que hay mucho a transformar, a revisar, a poner al día, tanto en nuestras tácticas como en nuestra propaganda. Se trata de poder enfrentarnos con un presente que no ofrece las características de aquel pasado que tan fructífero fue para la siembra de nuestras ideas y para la constitución de nuestro Movimiento. Se trata, también, de no olvidar lo que somos y lo que queremos.

Estimaba Fedeli que atravesábamos un período de estancamiento cuyas razones correspondían a motivos concretos, muchos de ellos ajenos a nuestra voluntad, ante los que no habíamos previsto solución ni correctivo. Las campañas reaccionarias y defensivas del capitalismo habían diezmado nuestro Movimiento en varios países en que se manifestaba floreciente. Las guerras del nazismo y el fascismo completaron la obra. La «crisis generacional» a que se refiere Peirats, constituye la consecuencia más terrible para la condenación proselitista de los revolucionarios, especialmente los nuestros, que continúan siendo —con toda honra— los únicos medios «marginales» y enfrentados directamente a la sociedad. Si esto no fuera bastante, a pesar de todas las complicaciones que del caso se derivan, nos encontramos ante una transformación profunda de todos los valores sociales, transformación que nos obliga a a «repensar» nuestros procedimientos propagandísticos, y ante otra no menos honda revolución de los procedimientos técnicos y de producción, con su consecuente evolución económica, que habría de obligarnos a «repensar» nuestros métodos de lucha, actuando en anarquistas.

Contrariamente a la lógica, nos encontramos ante un fenómeno que se extiende a todos nuestros organismos, en los países en que ha quedado vestigio o algo así como restos de nuestro Movimiento. Es el fenómeno de la discordia, de las rencillas o, en el mejor de los casos, el de un ciclo ininterrumpido de re-estructuraciones. La integración es deficitaria e imprecisa y el caudal de experiencias parece haberse sumergido en un pozo sin fondo.

Nos decía Fedeli en una carta fechada el 19 de julio de 1962:

«Si, incluso a propósito de nuestra prensa me encuentro completamente de acuerdo contigo. Tal como se hallan realizados nuestros periódicos no nos ayudan ya a abrir brecha en el mundo de los indiferentes y no llegan a interesarnos a nosotros mismos, que nos hemos reducido a algo así como una especie de «Masonería», que se expresa en un lenguaje especial y sigue —continúa hoy— en 1962, en los mismos ritos de 1862. Creo que sea menester útil continuar porfiadamente «viva la Anarquía», que hablar realmente en anarquista y

sostener alguno de los conceptos fundamentales del anarquismo en todos los campos sociales, en todas las publicaciones en que ello sea posible.»

Nos parece leer algunas de las críticas originales de nuestro Alalá, con quien Fedeli compartía numerosos puntos de vista. Pero al margen de tal analogía, las palabras de Fedeli suenan como un toque de alarma. Obsérvese que toda la prensa llamada social atraviesa por la misma o parecida crisis que la nuestra. En todos los países. Las publicaciones de organizaciones y de partidos dichos de izquierda quedan en proporciones de panfletos internos y sufren de una vida raquítica. Pero en nosotros el problema ha de aparecerse más grave, en la medida en que nuestra oposición al Estado y a las Instituciones, nuestro marginamiento de la Sociedad, nos deja reducido siempre a nuestros medios económicos propios, cada día más reducidos al debilitarse nuestras organizaciones. Si ayer lanzábamos en el mundo algunas publicaciones diarias, no lo era solamente en razón de la «fuerza de cotizantes». En Buenos Aires se llegó a dos publicaciones diarias simultáneas. Las mantenía un público interesado por los problemas candentes y por el lenguaje de actualidad que en tales diarios se empleaba. Nuestra prensa no trata hoy problemas de actualidad, con lenguaje de actualidad, con soluciones de actualidad. No nos limitamos a la prensa de lengua española, que en razón a su situación de exiliada adquiere forzosamente una tónica especial. Toda nuestra prensa, de todos los países, se halla al margen del tiempo y de la hora, dedicada más que nada a una repetida crítica al sistema social, con el aire, el tono y el lenguaje de hace cien años. Cuando no se halla sometida a discusiones e intrigas de orden interno y personalista. Las excepciones son pocas y no clarcan el cuadro de realidades.

Continuaba Fedeli en la misma carta diciendo que: «Es terrible lo que en nuestras cartas decimos, mucho más terrible aún porque constituye la verdad y porque es el espejo de una situación real. Examinando las deliberaciones de nuestros Congresos se podrá comprobar que, pasados los primeros años de la inmediata post-guerra y post-fascismo, se ha ido poco a poco perdiendo el tono —me refiero a Italia, aunque me parece que ocurre otro tanto en los demás países— y discutimos solamente cuestiones internas o puramente administrativas, que en el fondo no interesan a nadie y que no resuelven ningún problema...»

Podrían revisarse Actas de Congresos y se llegaría a la conclusión a que Fedeli llega, si la pasión, que por lo general ciega la visión de los hombres, no nos impide reflexionar como el caso exige. Lo peor es que las cuestiones internas degeneran a los más oscuros exámenes. La carencia de preocupaciones caudales nos conducen a un batallar impropio y desgraciado por la conquista de «posiciones internas» que no llevan más que a la agudización de los conflictos. Tal problema que en su origen es anodino y sin motivo aparente, puede conducir a una escisión calamitosa, tras una campaña furiosa de personalismos y expulsiones. Esto ocurre en progresión peligrosa en nuestros movimientos hermanos y en el propio nuestro.

La solución no es nada fácil. Así lo creía Fedeli y no le desmentiremos. Decía:

«¿Qué hacer, entonces? Es el caso de preguntárselo. Por mi parte pienso que es indispensable continuar estudiando los problemas fundamentales, llevarlos a conocimiento de todos, proyectar las correspondientes soluciones, extraer del examen de las condiciones presentes las enseñanzas más fundamentales y, en lugar de dispersar nuestras fuerzas y nuestras capacidades escribiendo artículos apurados, que apenas valen el tiempo que se emplean en ellos, habríamos de intentar estudios profundos que puedan interesar a todo el mundo. Tropezamos con el problema de su publicación. Sería necesaria fundar una revista (internacional) y sobre su base tal vez podríamos llegar a la posibilidad de crear una editorial. Si en el vasto campo internacional llegáramos a reagrupar nuestros esfuerzos lograríamos realizar algo que fuera concreto. Esta es aún, por lo menos, mi esperanza...»

He aquí el reclamo, el toque de atención de «Tierra y Libertad» de México, propiciando una concentración de nuestros militantes, de nuestros grupos o movimientos, de nuestras organizaciones, a través de todas las fronteras Coordinación de actividades previo entendimiento fraternal y solidarios. Cada quien actuando desde el ángulo de sus puntos de vista, en el convencimiento de que todos obramos en pos de la misma finalidad.

Festival C. N. T. para 1965

En segunda parte de la jornada confederal del 11 de abril próximo celebradero en el Palais de la Mutualité de París (Métro Maubert-Mutualité), a las dos y media de la tarde.

Léo Campion

Sonriente y dicharachero como siempre, LEO CAMPION estará entre nosotros en la fiesta solidaria del 11 de abril en presidente de la Sociedad para el Fomento de la Higiene Capilar (vulgo calvicie), en Caballero de la Orden de los Catavinos (Tastavins), y, lo que es más importante, en amigo y compañero. Al decirnos que sí, le observamos: «Ten en cuenta que vas a pasar por el periclitio, a lo que no nos respondió: La solidarité ouvre, cela tient toujours.»

De acuerdo, y hasta el 11 de abril, amigo Léo.



LOS CHANGOS



No son exactamente estos de la flauta que representamos, pero van a lo mismo. Salidos de la entraña de los Andes, los dos changos y su dama de trío están imbuídos, empapados de alma india, de soledad montañesa, que magníficamente se expresa con esos instrumentos de tierra cocida tan peculiares de los verdaderos ejércitos, del arte indio y con extensión criolla, muy común en las soledades andinas y en los desiertos pamperos de la América centro y sudamericana.

Un regalo del espíritu, una caricia para los oídos que podremos darnos los asistentes a la fiesta fraternal del 11 de abril próximo.

Entradas a 6,00 francos, en esta Administración, 24, rue de Sainte-Marthe, Paris (X); en C.N.T., 39, rue de la Tour d'Auvergne (Métro Pigalle o Anvers), y 3, rue Ternaux (Métro Oberkampf), Librairie Publico.

Para obtener buenas plazas, los compañeros y FF. LL. de fuera de París deberían efectuar cuanto antes el pedido de entradas con número concreto de las mismas.

Noticias de Portugal

Estudiantes torturados

LISBOA.—Los padres de 27 estudiantes de ambos sexos, detenidos por la policía portuguesa, bajo la acusación de complot y detención de explosivos, remitieron al ministro de Educación Nacional, Galvão Teles, una protesta contra esos arrestos, que califican de arbitrarios.

«Pedimos que nuestros hijos sean puestos en libertad», declaran en resumen los autores de la carta, que a continuación critican vivamente los métodos aplicados por la policía, como por ejemplo el de privar del sueño a los detenidos, método del que, según los firmantes de la misiva, fue víctima, durante algún tiempo, la estudiante de 18 años Regina de Aze-

vedo.

«Estos procedimientos —se subraya en la carta— son un atentado contra la dignidad de todos. No queremos que nuestros hijos vuelvan a casa disminuidos e incapacitados. Los hemos criado y educado para que sean válidos a la sociedad portuguesa. Hemos hecho de ellos seres sanos, queremos que regresen sanos a sus hogares. Le pedimos, señor ministro, humanidad y justicia.»

Brutalidad policíaca

LISBOA.—La policía cargó contra grupos de jovencitos que protestaban contra el juicio de tres presuntos comunistas, tres de ellos estudiantes universitarios, acusados de subversión.

Testigos presenciales dijeron que hubo «muchos arrestos». La policía se negó a informar sobre esto. Centenares de policías con cascos de acero y armas interrumpieron el tránsito en el centro.

De acuerdo con los testigos, los choques ocurrieron luego de ser arrojados volantes. Estimaron que había unos 1.500 manifestantes, al parecer estudiantes.

Los acusados son Rui Faure de Rosa y Jorge Torres de Vasconcelos, de 21 años, y José Guimarães Morais, de 24, estudiantes.

También están siendo juzgados Maria Guimaraes Morais, de 27 años, farmacéutica, hermana de José, y los obreros Manuel Antonio Gomes, de 34 años, y Joaquin Gomes, de 45.

Con la luz del pensamiento ácrata

por Severino Campos

responsable conclusión; en los que no llevan muchos años de brazos por el vigor de su personalidad, por los afanes de transformar a la Humanidad, e imprimirla las mejores condiciones de convivencia, y en los de edad avanzada, tras tantas etapas episódicas, pregoneros audaces de una era social interpretación de acracia, ¿qué pueden hallar en otros campos ideológicos?

Los titubeos son un arma demoleadora del propio individuo que los practica; el que no sabe vencerlos a tiempo se hunde; la duda, al concurrir en un pensamiento de avanzada social, debe ser fuerza de superación, de perfeccionamiento, de ascenso. Más que a nadie del mundo libertario, a nosotros, anarquistas de Iberia, nos corresponde aportar sugerencias y conclusiones que analicen al Movimiento Anarquista Internacional. Hemos vivido una revolución que ha sido, la continuidad en la lucha, para superarlo, en profundidad todas las revoluciones de la historia; hemos su-

Nada existe con valor absoluto o relativo, que merezca nos desplacearnos de la base propiamente libertaria. La continuidad en la lucha, para unos y otros de los que han militado en el campo libertario, es lógica y

temprano. Esa orientación, en tiempos de revolución o no, es el tono que corresponde a los elementos de formación libertaria, de aquellos que saben lo que quieren y lo que hay que poner en práctica para valorizar las ideas. Pues una visión de base ácrata, y de perspectiva para la acción constructora, es esa que ante todo cuenta con las fuerzas del trabajo.

¿Qué mejores recursos emplear para fines tan magníficos? Esas tareas, enaltecidas por un afán de amplias y humanas transformaciones, en las que tantos de nuestros predecesores colaboraron, deberíamos continuárlas con igual firmeza y delicadeza que antaño. Tienen actualidad como nunca la tuvieron; son antorcha inextinguible de un pensamiento social, luz de una idea que ilumina los senderos por donde, para manumitirse, la Humanidad pasará más tarde o más temprano.

La existencia con valor absoluto o relativo, que merezca nos desplacearnos de la base propiamente libertaria. La continuidad en la lucha, para unos y otros de los que han militado en el campo libertario, es lógica y

temprano. Esa orientación, en tiempos de revolución o no, es el tono que corresponde a los elementos de formación libertaria, de aquellos que saben lo que quieren y lo que hay que poner en práctica para valorizar las ideas. Pues una visión de base ácrata, y de perspectiva para la acción constructora, es esa que ante todo cuenta con las fuerzas del trabajo.

Por la tarde del mismo día, a las tres en punto y en la misma sala, se celebrará un magnífico Festival solidario con la participación de valiosos artistas hispanos y galos.

(Pasa a la pág. 3.)

GRAN MITIN EN AVIGNON

DE PROTESTA CONTRA EL REGIMEN FRANCO-FALANGISTA

Tendrá lugar el domingo día 7 de marzo de 1965, a las nueve y media de la mañana, en la Sala número 5-6 del Ayuntamiento de Avignon (Vaucluse)

Hablarán: Aristides LAPEYRE, por la «Libre Pensée», y Alejandro LAMELA, por la C.N.T. de España en el Exilio A.I.T.

La Sección Local de la «Libre Pensée», la F.L. de Avignon de la C.N.T. y la Zona B de Propaganda del Núcleo de Provenza invitan a todos los compañeros, simpatizantes y españoles en general, para que asistan numerosos al acto con el fin de hacer patente la repulsa común contra la dictadura franquista y reaccionaria imperante por la fuerza en España.

FESTIVAL

Por la tarde del mismo día, a las tres en punto y en la misma sala, se celebrará un magnífico Festival solidario con la participación de valiosos artistas hispanos y galos.